

# LISTE DES ILLUSTRATIONS

## I- LISTE DES FIGURES

Figure n° 1 : Impacts des IDE dans l'économie d'accueil.....	32
Figure n°2 : Évolution des flux d'IDE entrants (en%) dans les PED entre 2010 et 2012.....	37
Figure n°3 : Évolution des flux d'IDE sortants (en%) dans les PED entre 2010 et 2012.....	38
Figure n° 4: Les flux d'IDE dans les différentes régions d'Afrique entre 2001 et 2012 (en milliards de dollars).....	39
Figure n°5 : Part du secteur manufacturier en % du total dans les NPI-1 d'Asie : 1950-1990 ....	43
Figure n°6 : Évolution des flux d'IDE entrants à Madagascar de 2002 à 2012.....	47
Figure n°7 : Évolution du stock d'IDE à Madagascar de 2000 à 2012.....	48
Figure n°8 : Évolution des flux d'IDE par pays d'origine entre 2007 et 2012 (en milliards d'ariary) .....	49
Figure n°9 : Évolution du volume de la production industrielle entre 2006 et 2012 (en milliards d'ariary) .....	57

## II- LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 1 : Évolution des flux d'IDE dans le monde entre 2010 et 2012 (en milliards de dollars) .....	36
Tableau n°2 : Évolution des flux d'IDE en Afrique de l'Est entre 1970 et 2013 (en millions de dollars USD) .....	40
Tableau n°3 : Stock d'IDE selon le pays de résidence des investisseurs étrangers entre 2007 et 2012 .....	51
Tableau n°4 : Flux d'IDE par branches d'activités entre 2007 et 2012 (en milliards d'ariary) ...	52
Tableau n°5 : Stock d'IDE par branches d'activités entre 2006 et 2012 (en milliards d'ariary)..	53
Tableau n°6 : Taux de croissance annuel composé et contribution moyenne des branches d'activités industrielles à la formation du PIB industriel (en %).....	55
Tableau n°7 : Chiffre d'affaires (CA), Valeur ajoutée (VA) et emplois générés par les EIDE....	58
Tableau n°8 : Performance des EIDE vue à travers le taux de la VA et la productivité apparente du travail .....	59

## SOMMAIRE

INTRODUCTION GÉNÉRALE .....	1
Partie I : Cadre théorique des IDE	
Chapitre I : Généralités sur les IDE .....	6
Section I : Définitions et différents concepts d'IDE .....	6
Section II : Différents types et caractéristiques d'IDE.....	9
Section III : Relation entre IDE et croissance économique.....	13
Chapitre II : Fondements théoriques des IDE .....	17
Section I : Approche fondamentale des IDE .....	17
Section II : Conception théorique sur les déterminants des IDE .....	21
Section III : Impacts théoriques des IDE sur l'économie.....	25
Partie II : Analyse empirique des impacts des IDE	
Chapitre I : État de lieux des IDE dans les pays d'accueil en développement .....	36
Section I : Tendances et évolution actuelle des IDE dans les PED .....	36
Section II : Impacts et principaux facteurs déterminants des IDE dans les pays d'accueil en développement.....	41
Section III : Tendances et évolution récentes des IDE à Madagascar.....	45
Chapitre II : Structure et effets socio-économiques des IDE à Madagascar .....	49
Section I : Structure des IDE à Madagascar .....	49
Section II : Analyse des retombées des IDE dans l'économie de Madagascar.....	57
Section III : Climat des affaires à Madagascar .....	62
CONCLUSION GÉNÉRALE .....	66

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

<b>AGOA</b>	African Growth and Opportunity Act
<b>ALDP</b>	Ambatovy Leadership Development Program
<b>APD</b>	Aide Publique au Développement
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>BCM</b>	Banque Centrale de Madagascar
<b>BRICS</b>	Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du sud
<b>BTP</b>	Bâtiments et Travaux Publics
<b>CA</b>	Chiffre d’Affaire
<b>CEDEAO</b>	Communauté Économique Des États de l’Afrique de l’Ouest
<b>CIRDI</b>	Centre International pour le Règlement des Différents relatifs aux Investissements
<b>CNUCED</b>	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
<b>CREAM</b>	Centre de recherches, d’études et d’appui à l’analyse économique de Madagascar
<b>DTS</b>	Droit de Tirage Spéciaux
<b>EIDE</b>	Entreprise d’Investissement Direct Étranger
<b>FMI</b>	Fonds Monétaire International
<b>FMN</b>	Firmes Multinationales
<b>HOS</b>	Hecksher-Ohlin-Samuelson
<b>IDE</b>	Investissement Direct Étranger
<b>INSTAT</b>	Institut National de la Statistique de Madagascar
<b>IPF</b>	Investissements de Portefeuille
<b>NPI</b>	Nouveaux Pays Industrialisés
<b>NTCI</b>	Nouvelles Théories du Commerce International
<b>OCDE</b>	Organisation pour la Coopération et le Développement Économique
<b>OLI</b>	Ownership-Location-Internalisation
<b>OMAPI</b>	Office Malgache pour la Protection Industrielle
<b>PED</b>	Pays En voie de Développement
<b>PEXT</b>	Programme d’Excellence Technique
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PNB</b>	Produit National Brut
<b>PPA</b>	Parité du Pouvoir d’Achat
<b>PVD</b>	Pays en Voie de Développement
<b>QMM</b>	QIT Madagascar Minerals
<b>SIDA</b>	Syndrome Immunodéficience Acquise
<b>STN</b>	Société Transnationale
<b>UE</b>	Union Européenne
<b>UEMOA</b>	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
<b>UNESCO</b>	United Nations Educational Scientific and Cultural Organization
<b>USD</b>	Dollar américain
<b>VA</b>	Valeur Ajoutée
<b>VIH</b>	Virus Immunodéficience Humaine
<b>WISCO</b>	Wuhan Iron and Steel Corporation
<b>ZFI</b>	Zone Franche Industrielle

## GLOSSAIRE

**Firme multinationale :** est une entreprise qui opère dans plusieurs pays étrangers à partir des filiales qui sont sous le contrôle de la maison mère.

**Filiale :** est une entreprise dont un investisseur détient plus de 50% des droits de vote, en d'autres termes une entreprise sous contrôle de l'investisseur. Son contrat, dans la plupart des cas, n'est pas exclusif, elle peut donc être affiliée à plusieurs sociétés ou entreprises.

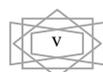
**Succursale :** est un établissement stable rattaché juridiquement à une entreprise mère et qui dispose d'une certaine autonomie dans la gestion des activités et dans sa direction.

**Une entité associée :** est une entreprise dans laquelle un investisseur détient directement entre 10% et 50% des droits de vote.

**Entreprises sœurs (ou apparentées) :** sont des entreprises qui ne détiennent pas (ou pas suffisamment) de droits de vote l'une dans l'autre pour qu'il y ait une influence selon les critères de l'investissement étranger, mais qui ont une même société mère ou qui sont membre d'un même groupe multinational sans avoir nécessairement de liens directs ou indirects entre elles.

**Flux d'investissement :** représente les mouvements de la valeur des investissements faits par une entreprise durant une période donnée.

**Stock d'investissement :** désigne tout simplement une estimation de la valeur de l'investissement dans une période donnée.



## INTRODUCTION GÉNÉRALE

Face à leurs vulnérabilités économiques notamment la défaillance des infrastructures de communication, l'inexistence d'une couverture sanitaire, la précarité de l'éducation, la fragilité des facteurs de production, l'accroissement du chômage, la faiblesse de l'épargne nationale et surtout le poids de l'endettement ; la plupart des Pays En voie de Développement (PED) se sont engagés dans un processus de développement économique, social et culturel. Sur ce, la réduction de la pauvreté et le redémarrage des activités économiques constituent les principaux thèmes de tout document cadre de développement économique, social et culturel.

À la recherche de financement de leurs activités économiques, la plupart des PED se focalisent sur l'intégration économique mondiale. En effet, cette intégration accélère l'intensification des échanges commerciaux entre les pays. Elle donne naissance à des nouveaux instruments financiers notamment les Investissements Directs Étrangers (IDE).

L'IDE est considéré comme l'un des vecteurs de l'intégration économique internationale. Il joue un rôle déterminant dans le phénomène de la mondialisation. S'il jouit d'une situation favorable en termes d'action publique, il peut être un moyen pour nouer des relations directes, stables et durables entre les économies. Il peut contribuer à la compétitivité du pays destinateur et du pays récepteur. L'IDE est caractérisé par les Firmes Multinationales (FMN). Ces dernières jouent un rôle moteur dans les pays sous-développés. Elles contribuent à l'amélioration des conditions de vie si une bonne politique de gestion de ses retombées est mise en place. Elles améliorent aussi la productivité, diversifient les exportations, réduisent le chômage, apportent des nouvelles technologies et du savoir-faire dans le pays d'accueil et constituent surtout une source des capitaux majeur pour bon nombre d'économies, tant d'accueil que d'origine. D'ailleurs, c'est la raison pour laquelle la plupart des gouvernements se font une concurrence acharnée afin de mettre en place des politiques destinées à attirer les investissements directs étrangers.

Cette pulsion a été favorisée par une politique de libéralisation du commerce et des régimes d'investissement. Depuis la conférence des Nations Unies de 1974 qui a eu lieu en Algérie et qui avait comme objectif de définir un « nouvel ordre économique international ». Par conséquent, les flux d'IDE mondiaux ne cessent d'augmenter plus vite que les échanges commerciaux mondiaux ou la production mondiale. Les IDE dans les pays en développement ont

suivi la même tendance. En 2012, les PED ont absorbé 52% des flux d'IDE mondiaux<sup>1</sup>. L'Afrique a enregistré 3,7% en 2012 contre 2,9% en 2011 des flux d'IDE entrants<sup>2</sup>. De nos jours, les IDE constituent la principale source de financement extérieur devant les prêts sur les marchés financiers et l'Aide Publique au Développement (APD).

Étant donné que les investissements directs étrangers sont stratégiques pour les économies sous-développées, ils augmentent les capitaux disponibles, ils permettent également de créer des emplois, d'améliorer la productivité, d'opérer des transferts de compétences et de technologies, d'accroître les exportations, tout en renforçant les capacités d'innovation de ces pays. À cet effet, il est nécessaire pour les pays africains d'améliorer leur environnement politique, économique et juridique pour pouvoir les attirer d'avantage sur leur territoire. Car l'Afrique est le continent qui reçoit moins d'IDE par rapport aux autres continents.

Contrairement aux pays asiatiques qui reçoivent des IDE destinés aux transformations des produits locaux, la majeure partie des IDE reçu par les pays africains relève essentiellement des investissements liés à l'exploitation des matières premières, notamment le pétrole et les minerais. Il est à noter que le problème de développement de l'Afrique est lié surtout à la sous industrialisation de l'économie, singulièrement la transformation des produits locaux qui est susceptible de consolider le véritable développement du continent. Les exportations des produits finis ou semi-finis permettraient aux pays africains d'occuper une place importante dans le commerce international.

Madagascar, en tant que pays africain, n'est pas épargné par ce constat. En 2012, le pays a enregistré une baisse du flux d'IDE dans le secteur industriel qui est accompagnée aussi d'une diminution du niveau de production. La part de Madagascar dans les flux d'IDE entrant en Afrique a diminué de 1,7% à 1,6%<sup>3</sup> entre 2011 et 2012. Nous pouvons en déduire que Madagascar est un pays à faible pénétration d'IDE.

Conscient des impacts des flux d'IDE dans le développement économique, nous avons intitulé notre mémoire « *LES EFFETS DES FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS DANS LES PAYS D'ACCUEIL EN DÉVELOPPEMENT : CAS DE MADAGASCAR* ».

---

<sup>1</sup> CNUCED : « Rapport sur l'investissement dans le monde 2013 », New York, juin 2013, Page 9

<sup>2</sup> Idem

<sup>3</sup> BCM (Banque Centrale de Madagascar)/INSTAT (Institut National de la Statistique de Madagascar) : « Études sur les Investissements Directs Étrangers à Madagascar », Antananarivo, Janvier 2014, Page 10.

En tant que source de financement dans les pays d'accueil, notre travail essaye de décortiquer l'influence des IDE sur la croissance économique voire la réduction de la pauvreté dans les pays sous-développés en général et Madagascar en particulier. Tout cela peut engendrer des inégalités sociales, des déséquilibres macro-économiques (notamment une hausse de l'inflation) et une dégradation de l'environnement. Ainsi, tout au long de notre recherche, nous essayerons de dégager le rôle effectif que joue l'IDE, en tant que source de financement. Puisque les PED absorbent actuellement plus d'IDE par rapport aux pays développés, nous allons focaliser cette étude sur la situation des pays sous-développés y compris Madagascar. Il est temps qu'ils tiennent compte de leurs orientations en termes de capitaux étrangers et améliorent leurs environnements des affaires notamment les réformes administratives, fiscales et politiques afin que les IDE contribuent à l'amélioration des capitaux, de la productivité, de l'emploi, du savoir-faire, des moyens technologiques, des exportations et des capacités d'innovation.

Comme tout travail de recherche scientifique, un mémoire de DEA n'est pas une tâche facile, à cause des multiples contraintes aux quelles on se heurte, et particulièrement dans la collecte, l'analyse et l'exploitation des données. Pour cela, nous allons adopter une méthodologie axée sur les recherches bibliographiques, en particulier celles effectuées à la bibliothèque de l'Université d'Antananarivo. À cela, s'ajoute les recherches sur terrain, les recherches dans les différentes institutions de statistique, comme l'INSTAT, la BCM, le CREAM (Centre de recherches, d'études et d'appui à l'analyse économique de Madagascar), et le ministère de l'économie, ainsi que les supports pédagogiques, les recherches sur internet et les connaissances acquises pendant notre cursus universitaire.

Pour mieux examiner et décortiquer le problème prédéfini, il est utile de donner des explications théoriques et empiriques sur les effets des IDE dans les économies d'accueil en développement, de présenter les impacts et les différentes formes d'IDE reçus par l'économie malagasy. Cet angle nous permettra de voir les atouts et les faiblesses du pays afin de proposer des politiques d'orientation et d'attractivité des IDE.

En somme, notre travail se subdivise en deux grandes parties : la première partie s'intitule « *cadre théorique des IDE* ». Nous évoquerons les différentes définitions, types et concepts d'IDE ainsi que la relation entre IDE et croissance économique. Après avoir mis en exergue ces terminologies, nous montrerons les différentes théories fondamentales d'IDE. La deuxième partie va se pencher sur « *analyse empirique des impacts des IDE* ». Nous ferons d'abord un état des lieux des IDE dans les pays d'accueil en développement en général, ensuite nous verrons les effets socio-économiques des IDE à Madagascar et enfin nous examinerons les atouts et les faiblesses de ce pays en proposant des orientations et des politiques d'incitation aux IDE.

## **Partie I : Cadre théorique des IDE**

Il y a une trentaine d'années que l'IDE était considéré, par les pays en développement, comme un instrument utilisé par les pays développés (colonisateurs) en vue d'imposer leur domination sur leurs économies. Mais depuis l'arrivée de la mondialisation avec ses changements structurels et réglementaires internationales, les PED se sont rendu compte de l'importance de l'IDE et la plupart d'entre eux visent à drainer les flux d'IDE. En effet, nombreux sont les travaux dans la littérature économique qui ont mis en évidence le rôle de l'investissement dans la croissance économique. Le modèle de la croissance endogène nous montre que l'investissement est le principal facteur sur lequel l'État peut agir. Car l'accumulation du stock du capital physique étant exogène est audacieuse à la croissance économique. Cette première partie parlera donc dans un premier temps des définitions, des caractéristiques, des différents types et concepts d'IDE ainsi que la fonction de l'IDE dans la croissance économique. Dans un second temps, elle présentera en théorie les déterminants et les impacts des IDE dans l'économie.

## **Chapitre I : Généralités sur les IDE**

L'investissement direct étranger est un terme évolutif qui représente plusieurs effets bénéfiques dans le pays d'accueil. En effet, l'internationalisation de la production permet de mieux exploiter ces avantages. Ce chapitre survolera d'une manière logique la raison d'être de l'IDE en faisant apparaître ses définitions, ses concepts et sa place sur la croissance économique.

### **Section I : Définitions et différents concepts d'IDE**

La conceptualisation de l'IDE est livrée par plusieurs auteurs et institutions selon le domaine d'intervention. Cette section exposera les différentes définitions de l'IDE à savoir celle du FMI (Fonds Monétaire International) et de l'OCDE (Organisation pour la Coopération et le Développement Économique). Elle expliquera de plus quelques concepts liés à l'IDE notamment les firmes multinationales et les entreprises d'investissements étrangers.

#### **§1. Définitions**

L'IDE est un concept évolutif. D'une manière générale, il est un type d'investissement transnational effectué par le résident d'une économie (l'investisseur direct) afin d'établir un intérêt durable et une influence significative dans une entreprise qui est résidente d'une autre économie que celle de l'investisseur direct. Plusieurs auteurs et institutions ont contribué à la conceptualisation de l'IDE.

##### **A. Définition du FMI<sup>4</sup>**

Selon le FMI, dans son manuel de la balance des paiements (5<sup>e</sup> édition), un investissement direct étranger (IDE) désigne les investissements qu'une entité résidente d'une économie (investisseur direct) effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (entreprise d'investissement direct). Par intérêt durable, on entend qu'il existe une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise et que l'investisseur ait un pouvoir de décision dans la gestion de l'entreprise. L'IDE comprend non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise, mais aussi toutes les transactions ultérieures en capital entre eux et entre les entreprises

---

<sup>4</sup> Université Abou-Bakr BELKAID-Tlemcen : HAID Zahia : « La politique d'attractivité des IDE en Algérie : cas de BNP PARIBAS », Algérie 2012, Page 24

apparentées, qu'elles soient constituées ou non en sociétés. Elles sont donc dotées d'une personne morale distincte.

En outre, l'investissement direct couvre tout simplement l'ensemble des ressources (capital, prêts, crédits commerciaux, technologie, savoir-faire, etc.) qu'un investisseur direct apporte dans une entreprise résidente dans une autre économie.

## **B. Définition de l'OCDE<sup>5</sup>**

L'OCDE a accordé aussi une attention particulière sur l'IDE en montrant que toute personne physique, publique ou privée ayant ou non la personnalité morale, tout gouvernement, tout groupe de personnes physiques liées entre elles est un investisseur direct étranger, s'il possède lui-même une entreprise d'investissement direct, c'est-à-dire, une filiale, une société affiliée ou une succursale faisant des opérations dans un pays autre que le ou les pays de résidence de l'investisseur, ou des investisseurs directs. En fait, la participation de l'IDE, c'est la volonté de l'investisseur de prendre part à la gestion de l'entreprise destinataire de son apport financier au moins 10% du capital (des actions ou des droits de vote) de l'entité réceptrice. Les natures des différents investisseurs étrangers sont diverses. Actuellement, ce sont les firmes multinationales qui sont les principaux fournisseurs d'IDE.

## **C. Autres définitions**

La Banque centrale française définit les IDE comme les investissements par lesquels des entités résidentes d'une économie acquièrent ou ont acquis un intérêt durable dans une entité résidente d'une économie étrangère. Elle montre que la notion d'intérêt durable implique l'existence d'une relation économique et juridique à long terme entre l'investisseur direct et la société investie et l'exercice d'une influence notable du premier sur la gestion de la seconde. L'investissement direct comprend donc à la fois l'opération initiale entre les deux entités et toutes les opérations financières ultérieures entre elles et entre les entreprises du même groupe international. Ainsi, par convention, on considère qu'il existe un intérêt durable lorsqu'une entreprise détient au moins 10 % du capital ou des droits de vote d'une autre entreprise résidente d'un pays autre que le sien.

---

<sup>5</sup> OCDE : « Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux, QUATRIÈME ÉDITION 2008 », édition : ISBM, Paris 2008, Page 27

Wladimir ANDREFF souligne que l'IDE constitue habituellement d'investissement de capital dans la propriété d'actifs réels pour implanter une filiale à l'étranger ou pour prendre le contrôle d'une entreprise étrangère existante<sup>6</sup>. Il vise à nouer des relations économiques et juridiques à long terme avec une unité placée à l'étranger.

Ces différentes définitions nous ont permis de comprendre que plusieurs termes et concepts sont confondus. C'est dans ce sens qu'il est préférable de les distinguer dans les pages qui suivent.

## **§2. Différents concepts d'IDE**

Pour mieux comprendre les définitions de l'IDE, nous expliquons dans cette section quelques concepts liés au terme IDE.

### **A. Investisseur direct étranger**

Un investisseur direct étranger est une entité (unité institutionnelle) résidente d'une économie, qui a acquis, directement ou indirectement, au moins 10% des droits de vote d'une société (entreprise), ou l'équivalent pour les entreprises non constituées en sociétés, résidente d'une autre économie. Un investisseur direct peut appartenir à n'importe quel secteur économique et peut être une personne physique, un groupe de personnes physiques liées entre elles, une entreprise constituée ou non en société, une entreprise publique ou privée, un groupe d'entreprises liées entre elles, un organisme de l'administration publique, une succession, fiducie ou autre organisation sociétale, ou une combinaison quelconque de ces différentes structures. En fait, si deux entreprises possèdent chacune au moins 10% des droits de vote de l'autre, chacune d'entre elles est considérée comme un investisseur direct de l'autre.

### **B. Entreprise d'investissement direct étranger (EIDE)**

EIDE est une entreprise, résidente d'une économie, dans laquelle un investisseur résident d'une autre économie détient, directement ou indirectement, au moins 10% des droits de vote dans le cas d'une société, ou l'équivalent s'il s'agit d'une entreprise non constituée en société.

---

<sup>6</sup> Centre d'études des conflits : Wladimir ANDREFF : « La déterritorialisation des multinationales : firmes globales et firmes réseaux, Cultures et conflits », Paris 1996, Page 3

## **Section II : Différents types et caractéristiques d'IDE**

Étant donné que le principal objectif des entreprises internationales est de réaliser des économies d'échelle, les différents types d'IDE résultent de leurs décisions stratégiques d'exporter ou de produire pour le marché local en profitant des avantages absolus ou comparatifs du pays. Cette section mettra en lumière les caractéristiques de ces différents types d'IDE.

### **§1. Différents types d'IDE**

Les IDE peuvent se distinguer selon la logique de l'activité, ou selon la forme des apports de l'investisseur.

#### **A. Types d'IDE selon la logique**

En suivant la logique, il existe deux types d'IDE : IDE à stratégie horizontale et IDE à stratégie verticale.

##### **1. IDE à stratégie horizontale<sup>7</sup>**

Dans la littérature théorique et empirique, plusieurs auteurs tels que [MUCCHIELLI (1992), BRAINARD (1993), MARKUSEN (1984) et MARKUS (2001)], ont mis l'accent sur ce type d'IDE. Ces IDE consistent à produire une gamme de biens identiques à ceux de la société mère. Ce type d'IDE cherche à faciliter l'accès de l'investisseur à un marché étranger solvable, aux perspectives favorables au développement. Certains facteurs (comme les obstacles tarifaires aux échanges, les coûts de transport, dumping) affectent la compétitivité des exportations. L'investisseur, quant à lui, préfère alors implanter à l'étranger des entités reproduisant toutes les étapes du processus de production, comme dans son pays d'origine, afin de servir le marché local au lieu de passer par les exportations.

BRAINARD (1993) et MARKUSEN (1995) rajoutent que les firmes multinationales de type horizontal apparaissent lorsque les avantages à s'implanter à proximité des consommateurs sont nombreux par rapport à ceux de l'exportation. La firme préfère, en effet, implanter plusieurs sites de production pour servir les marchés locaux à condition qu'elle peut réaliser des économies d'échelle entre ces différents sites, du fait de la présence d'actifs intangibles ou que

---

<sup>7</sup> Université Paris II : « Stratégie horizontale, stratégie verticale et modèle « KC » des firmes multinationales : une revue théorique et empirique », Mosbah LAFI, France, Page 3

les coûts d'implantation sont relativement faibles. Cette même idéologie demeure toujours préférable si les coûts de transport sont plutôt élevés ou alors si la demande sur le marché d'accueil est forte.

Ainsi, la stratégie horizontale appelée stratégie de marché concerne souvent les pays ayant une même structure de marché et un niveau de développement similaire.

Ces investissements sont donc considérés de type Nord-Nord. Ils se développent d'une part dans la triade (Amérique du Nord, Europe et Japon) et d'autre part entre les pays du Nord et les pays émergents. Ils se caractérisent par une spécialisation internationale intra-branche en produisant dans les mêmes secteurs d'activités.

## **2. IDE à stratégie verticale**

Lorsque la firme divise les différentes étapes de conception, de production et de commercialisation de ses produits, en implantant dans des pays différents des filiales qui produisent des biens intermédiaires et/ou finaux distincts, on parle d'IDE de type vertical. Il s'agit ici, pour la firme, de profiter des différenciations des coûts des facteurs de production (en capital, en travail et en intrants) entre les pays. Autrement dit, les firmes visent souvent la compétitivité-prix. Dans ce sens, cette stratégie est considérée comme une stratégie de minimisation des coûts. L'activité à l'étranger est un complément de l'activité de la maison-mère, car l'une et l'autre ne se situent pas au même niveau de chaîne de production. D'ailleurs, c'est dans ce sens que l'IDE vertical est orienté, dans la plupart du temps, vers les pays en voie de développement, et on parle d'IDE de type Nord-Sud.

Voilà pourquoi, en 1984, HELPMAN montre que si les différentes étapes de production diffèrent selon leur intensité en facteurs de production, les différences en dotations factorielles vont inciter les IDE verticaux<sup>8</sup>. C'est ainsi que les firmes s'intègrent dans une perspective traditionnelle de division internationale des processus de production. Elles répartissent leurs activités entre les pays, en fonction des différents avantages comparatifs. Les IDE verticaux apparaissent entre pays différents en taille et en dotations factorielles. Bref, les firmes établissent les étapes de la production les plus intensives en travail, dans les pays où les coûts de la main d'œuvre sont peu élevés.

---

<sup>8</sup> Université Paris II : « Stratégie horizontale, stratégie verticale et modèle « KC » des firmes multinationales : une revue théorique et empirique », Mosbah LAFI, France, Page 6

## **B. Types d'IDE selon la forme**

Contrairement aux stratégies, la distinction des IDE peut se faire aussi selon les apports (forme) de l'entreprise.

### **1. IDE de création**

Il s'agit de créer une filiale (ou succursales) complètement nouvelle c'est-à-dire une société qui n'a jamais existé. C'est ce qu'on appelle en anglais « Greenfield ».

### **2. IDE d'acquisition**

Il concerne le rachat d'au moins 10% du capital social d'une entreprise étrangère déjà existée. Toutes les actions, les titres, les créances et les parts sociales de l'entreprise acquise reviennent à l'entreprise mère. Ce type d'IDE est appelé en anglais « *brownfield* ». Les fusions transfrontalières appartiennent dans ce type d'IDE. La plupart de ces entreprises sont des entreprises conjointes à capitaux mixtes.

### **3. IDE d'extension**

Il se traduit par une injection des moyens financiers et technologiques pour accroître les capacités de production des filiales existantes. Il concerne surtout les établissements de commerce et de service

### **4. IDE de restructuration**

Il s'agit de soutenir l'activité d'une filiale qui traverse des difficultés en lui donnant des moyens financiers et technologiques afin de compenser les pertes et les mauvais résultats. L'IDE de restructuration s'applique aussi bien dans les établissements de commerce que ceux du service. Il faut noter que ces trois derniers types d'IDE sont parfois confondus. Mais la privatisation est un exemple concret pour illustrer ces modes de pénétration des firmes internationales.

## **§2. Composantes et transactions des capitaux d'IDE**

### **A. Les composantes des capitaux d'IDE**

Les capitaux d'IDE sont composés de deux capitaux essentiels :

- Capitaux fournis par l'investisseur direct (soit directement, soit par l'intermédiaire d'autres entreprises avec lesquelles il est lié) ;
- Capitaux reçus par l'investisseur issus de l'entreprise. En effet, les IDE désignent l'ensemble des ressources qu'un investisseur direct laisse, dans un temps donné, aux entreprises d'investissement direct.

## **B. Les transactions des capitaux d'IDE**

Les transactions des capitaux d'investissement se décomposent en :

- **Capital social** : il se définit comme la participation au capital des succursales ou toutes les actions des filiales et des entreprises affiliées, sauf des titres de créance. Ces dernières correspondent aux actions non privilégiées ou non participantes.
- **Bénéfices réinvestis** : elles correspondent à la part qui revient à l'investisseur direct (en proportion de sa participation directe au capital) sur les bénéfices qui ne sont pas distribués sous forme de dividendes par les filiales ou par les entreprises affiliées, ainsi que les bénéfices des succursales qui ne sont pas versés à l'investisseur direct.
- **Autres transactions** : elles sont liées aux dettes interentreprises d'un même groupe. Elles sont constituées des emprunts et des prêts de ressources financières, y compris les titres d'emprunt. Elles n'ignorent pas surtout les crédits fournisseurs entre les investisseurs directs et les filiales, succursales et entreprises apparentées tels qu'ils ressortent dans les créances et engagements interentreprises. Cela inclut bien les prêts des investisseurs directs aux filiales que les prêts des filiales aux investisseurs directs. Il faut noter qu'aucune distinction n'est établie ici entre les investissements à court et à long terme.

### **§3. Caractéristiques de l'IDE par rapport aux autres financements extérieurs**

Pour les pays qui n'arrivent pas à s'autofinancer, ils font recours aux financements externes. Ces derniers sont constitués des IDE, des investissements de portefeuille (IPF)<sup>9</sup>, de l'Aide Publique du Développement (APD), de la dette publique ou privée et des transferts des

---

<sup>9</sup> Les IPF correspondent à l'ensemble des engagements et des titres (titres de participation et titres de créance) qui sont négociés sur les marchés financiers et d'autres marchés des capitaux. Ce sont donc des ressources financières apportées dans une entreprise par un étranger, qui ne détient qu'une part inférieure à 10% des actions ordinaires ou des droits de vote de l'entreprise sans l'intention de prendre le contrôle de l'entreprise.

diasporas. Toutes ces sources de financement proviennent en général de l'épargne de certains pays et institutions internationales considérés par le pays hôte comme le reste du monde.

### **Section III : Relation entre IDE et croissance économique**

La théorie de la croissance endogène et les travaux empiriques de certains auteurs montreront bien, dans cette partie, le rôle crucial de l'IDE dans la croissance et développement économique.

#### **§1. Définitions de la croissance économique**

D'une façon brève, la croissance économique désigne l'accroissement du volume de la production de biens et de services sur une longue période dans un pays ou dans une région donnée (e). Certains économistes montrent que la croissance est une augmentation tendancielle de la production par tête, qui entraîne, sur une longue période, une multiplication du volume de biens et de services disponibles en moyenne pour un habitant d'un pays.

En effet, les premières théories de la croissance économique sont apparues au XVIII<sup>e</sup> siècle avec Adam Smith en 1776, Thomas Malthus en 1798, et David Ricardo en 1817<sup>10</sup>. Ils ont soutenu d'une part l'importance de l'expansion quantitative des facteurs de production : le capital, le travail et la terre ; et d'autre part, le rôle de la croissance des marchés dans l'amélioration de l'efficacité et de la productivité d'une économie, ainsi que le rôle de la demande et des effets multiplicateurs de l'augmentation de l'investissement et les exportations.

Selon Simon Kuznets, prix Nobel de sciences économiques en 1971, la croissance économique d'un pays est définie comme sa capacité d'offrir à sa population une gamme sans cesse élargie de biens et services économiques<sup>11</sup>. Mais dans ce sens, la croissance ne veut pas dire forcément amélioration du bien-être. Elle peut s'accompagner parfois par des inégalités néfastes à l'économie (par exemple inflation, déficit du commerce extérieur, etc.). À cet égard, Nicholas Kaldor a avancé sa théorie de la croissance équilibrée à partir de son carré magique<sup>12</sup>. Il parle de croissance équilibrée, lorsque quatre grands équilibres sont maintenus : niveau d'emploi, croissance, équilibre extérieur et stabilité des prix.

---

<sup>10</sup> Université de Toamasina : « Cours de croissance et fluctuations économiques », MBIMA Cesaire, 3e Année Économie, 2009

<sup>11</sup> Université de la Méditerranée : Caroline DAYMOND et Celine GIMET : « Les déterminants de l'inégalité et le rôle de l'équité dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord », Région et développement n°25-2007, Page 3

<sup>12</sup> UNESCO : Seminar on the Programming of Economic Development : « Capital Accumulation and Economic Growth », NICHOLAS KALDOR, Paris 1962, Pages 8-10

Selon Joseph Schumpeter, avec sa théorie de destruction créatrice, la croissance économique résulte d'une activité d'innovation engagée par les agents qui espèrent en tirer profit<sup>13</sup>.

Pour François Perroux, la croissance est définie comme un accroissement durable d'une unité économique simple ou complexe, réalisé dans les changements de structure et éventuellement des systèmes, et accompagné de progrès économiques variables.

Solow, en 1957, a été le premier à proposer un modèle formel de la croissance qui se fonde sur une fonction de production à deux facteurs : le travail et le capital. Il a mis l'accent sur les progrès techniques et le rôle que peuvent jouer des éléments tels que l'amélioration de l'organisation de la production dans la croissance économique. Il suppose que sur le long terme, la croissance économique provient du progrès technique. Le modèle de Solow se fonde sur l'hypothèse que les facteurs de production subissent des rendements décroissants, c'est-à-dire, une hausse de ceux-ci dans une certaine proportion engendre une autre hausse dans une proportion plus faible de la production. Il propose aussi comme hypothèse que les facteurs de production sont utilisés de manière efficace par tous les pays. Alors ils se convergent tous à long terme vers le développement. Ce modèle de Solow a été critiqué surtout par l'hypothèse des rendements décroissants. D'autres néoclassiques montrent qu'une croissance à long terme ne peut résulter qu'en présence du progrès techniques (considérés exogènes). Ainsi, l'IDE agira sur la croissance uniquement à court terme dans la seule mesure où le long terme et en présence de la loi des rendements décroissants, converge vers un état stationnaire. Pour éviter une telle situation, certains économistes cherchent à savoir la manière dont le taux de croissance peut être déterminé par un facteur exogène. C'est pour cela que la théorie de la croissance endogène a été développée à la fin du XX<sup>e</sup> siècle.

## **§2. Théorie de la croissance endogène**

La théorie de la croissance endogène est une théorie purement nouvelle. Elle est fondée par Romer (1986), Lucas (1988), Barro et Sala-i-Martin (1995) et Grossman et Helpman (1991). Ces modèles ont mis en exergue le rôle crucial de l'accumulation et de la diffusion de technologie dans la croissance économique. L'existence des externalités technologiques et des connaissances viennent compenser les effets des rendements décroissants de l'accumulation de

---

<sup>13</sup> JOSEPH SCHUMPETER : « Capitalisme, socialisme et démocratie », traduit par Jean-Marie TREMBLAY, rééditée par Chicoutimi, Québec, Avril 2002, Pages 91-96

capital afin de soutenir une croissance économique durable. Dans ce sens, l'IDE a logiquement trouvé sa place dans cette nouvelle théorie. L'IDE peut contribuer énormément à l'accroissement du stock des connaissances dans le pays hôte. Cela s'effectue non seulement en fournissant de nouveaux biens d'équipement et de nouveaux procédés de production (Changements techniques incorporés), mais aussi, en offrant un nouveau savoir-faire managérial, et un niveau de qualification (par une formation formelle des travailleurs où par le « Learning by doing ») qui peuvent être diffusés aux firmes locales (Changements techniques désincorporés). En améliorant le stock des connaissances du pays d'accueil, l'IDE aura aussi bien un effet à court terme qu'à long terme sur cette économie. Il augmente de même le taux de croissance à long terme. Cependant, Romer (1993) précise que les firmes multinationales, en fournissant des nouvelles connaissances aux PED, réduisent les écarts technologiques entre ces pays et les pays avancés. Cela peut ainsi constituer un facteur important de croissance et de convergence vers une économie de marché. L'IDE, est sensé, soutenir la croissance, par la création d'avantages comparatifs dynamiques (souvent connus sous le nom des spillovers), conduisant au transfert de technologie, l'accumulation du capital humain et le développement du commerce international. Le gain généré par l'IDE sur un facteur de la croissance est capable de stimuler le développement des autres facteurs. Il constitue une sorte de synergie.

### **§3. Travaux empiriques**

La complexité de la relation entre IDE et croissance a suscité un débat entre plusieurs auteurs. Certains pensent, d'une part, que l'IDE est favorable à la croissance économique. Il existe, d'autre part, ceux qui croient que l'IDE agit de façon négative sur la croissance de certains pays.

De Gregorio (1992), Blomström, Lypsey et Zejan (1992), Balasubramanyam et al (1996), Sanchez-Robles (1998), Wacziarg (1998), Borensztein, Gregorio et Lee (1998), De Mello (1999), Zhang (2001), dans leurs recherches justifient bien les effets positifs directs et indirects que peuvent exercer les IDE dans le pays d'accueil<sup>14</sup>. En utilisant un modèle de croissance endogène, Borensztein, Gregorio et Lee soutiennent l'idée selon laquelle les IDE favorisent le transfert de technologie, élèvent le niveau de qualification des travailleurs, diffusent des nouvelles technologies aux entreprises locales et accroissent les exportations et la compétitivité dans les PED. Ils montrent qu'un accroissement d'un point de pourcentage du ratio

---

<sup>14</sup> Université de Montpellier I : « Les Institutions et attractivité des IDE », Fatima BOUALAM, colloque international : Ouverture et émergence en Méditerranée, 17 et 18 Octobre 2008, Rabat-Maroc, Page 3

des IDE sur le PIB augmente le taux de croissance du PIB par tête du pays hôte de 0,8 pour cent (leur étude s'est établie dans un échantillon de 69 pays en développement). Ainsi, Wacziarg affirme qu'à chaque point de pourcentage de ratio des IDE sur le PIB est associée une hausse du taux de croissance du PIB par tête de 0,3 à 0,4 pour cent. Blomström, Lipsey et Zejan confirment que l'effet des IDE sur la croissance est plus important dans un pays où le niveau de revenu par capital est plus élevé. En effet, l'école de la modernisation (Saskia Wilhelms, 1998) considère l'IDE comme un élément catalyseur de la croissance à cause des retombées technologiques qui augmentent les facteurs de productivité et le stock du capital.

Elle montre que l'IDE peut être favorable à la croissance sous la condition que les économies réceptrices soient libérées de toutes interventions étatiques contraignantes et ouvertes à l'investissement étranger et au commerce international.

Toutefois, Singh (1988), Saltz (1992), Hein (1992), Nair-Reichert et Weinhold (2001), Carkovic et Levine (2002), et Chowdhury et Mavrotas (2003) ont montré que l'IDE peut également engendrer des impacts négatifs dans l'économie réceptrice (leur étude se base dans un échantillon de pays de la Banque mondiale)<sup>15</sup>. Selon eux, l'IDE peut réduire le taux de croissance. Ils pensent que les PED qui acceptent le rapatriement des profits sans aucune contrainte, l'IDE ne produit pas des effets positifs sur la croissance. Ils rajoutent que si l'IDE se traduit par une augmentation des capitaux sur le marché du pays récepteur, cela peut aussi être source d'une redistribution des industries intensives en travail, par des industries intensives en capital. Ceci peut alors créer une perte d'emploi nette et par la suite une chute de la demande de consommation. En plus, l'extraction excessive de minerais ou de la spécialisation intensive de la production, sur un bien particulier, conduiraient à une baisse des prix à l'exportation et une détérioration des termes de l'échange du pays d'accueil. À cet effet, l'école de la dépendance considère l'IDE comme étant le renforcement du sous-développement.

---

<sup>15</sup> Université du Sud Toulon-Var : Ibrahim NGOUHOUE : « Les investissements directs étrangers en Afrique centrale : attractivité et effets économiques », édition : HAL, France 2008, Page 114

## Chapitre II : Fondements théoriques des IDE

D'une manière théorique et traditionnelle, l'IDE apporte des éléments susceptibles qui peuvent promouvoir le développement économique des pays d'accueil. Les initiatives de libéralisation et la forte performance des échanges peuvent permettre aux pays du Sud d'attirer d'avantage les flux d'IDE. Ainsi, ce chapitre présentera les fondements, les stratégies, les déterminants voire les impacts des IDE et des entreprises multinationales dans le pays d'accueil.

### Section I : Approche fondamentale des IDE

Les éléments théoriques qui fondent les stratégies de délocalisation des firmes multinationales sont à la base de l'approche OLI et de l'analyse synthétique de Mucchielli. La recherche des marchés dans les PED conduit les FMN à se délocaliser. Ce phénomène s'explique par la théorie du commerce internationale et la théorie du marché.

#### §1. Théorie traditionnelle du commerce international et de l'investissement

Dans sa *théorie des avantages absolus*, Adam Smith explique les échanges entre les pays en montrant qu'un pays importe un bien si sa production nationale est plus coûteuse que son importation. C'est une application de l'analyse des effets de la division du travail au commerce international. Toutefois, ce modèle entretient une confusion entre compétitivité et spécialisation car un pays peut posséder un avantage absolu (plus compétitif) sans la spécialisation. D'où la naissance de la *théorie des avantages comparatifs* de David Ricardo<sup>16</sup>. Celui ci montre qu'un pays produisant avec des coûts absolus plus élevés qu'un autre peut participer aux échanges. Dans chaque pays les coûts de production sont différents d'une activité à une autre. Il est ainsi nécessaire de comparer ces deux coûts distincts. Ricardo met en évidence les coûts relatifs enregistrés dans la production d'un bien par rapport à un autre. Il explique que ces comparaisons ne donnent pas le même résultat d'un pays à un autre, et l'écart de productivité entre deux activités est plus ou moins grand. En bref, selon ces théories, si tous les pays exploitent leurs avantages comparatives et qu'ils sont tous comparativement meilleurs que d'autres dans certains produits, le commerce international est bénéfique pour tout le monde.

Suite à cela, ces théories sont adoptées dans le *modèle HOS* (Hecksher-Ohlin-Samuelson)<sup>17</sup>. Ce théorème explique les échanges par la rareté ou l'abondance relative des

---

<sup>16</sup> DAVID RICARDO : « Des principes de l'économie politique et de l'impôt », édition : Flammarion, Paris 1977, Pages 111-151

<sup>17</sup> JEAN-LOUIS MUCCHIELLI : « Principes d'économie internationale », édition : Économica, Paris 1989, Pages 18-96

ressources productives. Ce modèle montre que les économies se différencient parce qu'elles ne disposent pas la même technologie et les mêmes ressources productives.

Hecksher annonce qu'il suffit d'avoir une différence de rareté relative des facteurs de production entre deux pays pour qu'il y ait une différence des coûts comparés. Par conséquent, le commerce international sera inégal entre ces pays. Ohlin confirme cette thèse en expliquant que l'échange international est un échange de facteurs abondants contre des facteurs rares. Un pays exporte des biens dont la production engendre une grande quantité du facteur qu'il possède en abondance. Samuelson complète ce modèle en attestant que le prix des facteurs de production a tendance à s'égaliser d'un pays à un autre. Comme dans chaque pays, on utilise plus le facteur abondant. Ce dernier devient rare et son prix monte. Tandis que dans l'autre pays le facteur qui était rare devient abondant et son prix baisse. Cet auteur montre que lorsque le territoire et la main d'œuvre offrent des réserves abondantes, leur coût est généralement plus bas. Une économie possédant des ressources abondantes (ou productives) ne développera pas seulement l'utilisation industrielle de ses propres ressources, mais séduira aussi les entreprises étrangères.

Cette nouvelle interprétation de la théorie néo-classique confirme la place de l'IDE dans les échanges internationaux. L'IDE permet d'exploiter un marché étranger offrant des ressources productives abondantes comme la main d'œuvre qualifiée moins chère, les ressources naturelles, les nouvelles technologies ou d'autres actifs spécifiques.

## **§2. Théorie des marchés et du cycle de vie de produit**

### **A. Théorie des marchés**

Cette théorie repose sur l'hypothèse de l'imperfection des conditions de la concurrence sur le pays émetteur de l'IDE. L'oligopole favorise la mobilité des FMN. Si une entreprise constate des obstacles qui s'opposent à son profit ou à sa croissance, elle se délocalise vers les nouveaux marchés pour exploiter ses avantages technologiques, ses atouts commerciaux et ses produits différenciés dont elle dispose. L'objectif est de maximiser son profit et préserver sa survie.

### **B. Théorie du cycle de vie de produit**

La théorie du cycle de vie a vu le jour vers les années soixante par Raymond Vernon. Elle considère que les différences de capacités technologiques entre pays sont répercutées

directement dans le commerce extérieur. Seuls les pays qui ont une importante capacité technologique, peuvent réaliser certaines innovations. Par conséquent, ils vont produire pour le marché mondial.

Mais lorsque le produit est suffisamment diffusé, d'autres pays peuvent se lancer dans sa production. Cette théorie fournit une explication claire sur le choix d'une entreprise à privilégier l'IDE. Une entreprise, dont son produit est enfin de cycle de vie sur son marché domestique avec des débouchés insuffisants et des ventes décroissantes, peut décider de délocaliser ses activités à l'étranger (en évitant les coûts de transactions liés aux exportations ou la faillite).

### §3. Approche électrique de Dunning (paradigme OLI)

Elle est fondée dans les années soixante-dix par Dunning. Partant sur la théorie du marché imparfait, le paradigme OLI repose sur une approche globale des facteurs explicatifs de l'IDE dans laquelle elle réunit trois fondements essentiels de la délocalisation des FMN, à savoir :

➤ **Avantages spécifiques (O : Ownership)** : qui évoquent l'avantage exclusive sur la détention d'actifs tangibles ou intangibles que la firme peut avoir vis-à-vis des firmes locales du pays hôte. Ils concernent les avantages technologiques, le brevet, la maîtrise d'un produit nouveau, la réputation d'un produit, le savoir-faire, la capacité d'innovation, les compétences, etc. Cette théorie montre que l'IDE constitue un engagement crédible pour une firme car elle peut contrôler ses concurrents potentiels et se trouver en situation de monopole.

➤ **Avantages de localisation (L : Location)** : qui représentent l'avantage lié aux caractéristiques propres du pays d'accueil. Pour éviter les obstacles à l'échange (barrières douanières, coûts d'exportation ou d'importation, coûts de transport), la firme peut choisir d'être à la proximité de ses consommateurs. Les motivations des firmes multinationales sont basées dans la recherche de gains d'efficacité : baisser les coûts, accéder aux nouveaux marchés locaux, réaliser des économies d'échelle, connaître les consommateurs et concurrents locaux.

➤ **Avantages d'internationalisation (I : Internalisation)** : qui expliquent l'internationalisation des coûts de transaction. La firme peut choisir de s'implanter à l'étranger pour échapper aux coûts de transaction, ou de passer des accords de coopération, ou encore de céder une licence à une entreprise étrangère. Donc, le choix de l'internalisation repose sur les

facteurs spécifiques aux secteurs industriels (par exemple : les coûts d'implantation et la nature des activités) et institutionnels (on peut citer : la structure des marchés).

Enfin, l'approche de Dunning précise que la firme investira à l'étranger si l'avantage de localisation est situé hors de son pays d'origine. Si elle dispose de l'avantage spécifique et de l'avantage de l'internalisation, elle pénétrera sur le marché extérieur par une exportation. Mais, s'elle ne dispose ni d'avantages de localisation, ni d'avantages d'internalisation, elle choisira alors une vente de licence auprès d'une entreprise étrangère.

#### **§4. Analyse synthétique de Mucchielli<sup>18</sup>**

Mucchielli (1985) souligne que les avantages comparatifs d'un pays résultent de son offre de dotations factorielles (capital, travail, terre), technologiques (avancée technologique, recherche et développement) et de sa demande en termes de taille et de croissance du marché intérieur. Il indique qu'une firme possède aussi des avantages compétitifs liés ses caractéristiques internes et son évolution (le capital humain, la recherche et développement). Son analyse met l'accent sur l'interaction entre la firme et le pays (pays origine et pays récepteur). Ainsi, la firme offre les produits et demande les facteurs de production, alors que le pays offre des possibilités d'utiliser les facteurs de production présents et demande les produits. Il conclut son analyse en ajoutant que : les incitations de la délocalisation seront faibles si les caractéristiques de l'offre et de la demande de la firme, et du pays d'origine sont en concordance ; dans le cas contraire, elles seront fortes.

#### **§5. Nouvelles Théories du Commerce International (NTCI)**

La théorie traditionnelle du commerce international montre que les IDE sont déterminés par les écarts de dotations factorielles. L'approche de Dunning constitue une première approche globale des facteurs explicatifs de l'IDE comme la concurrence imparfaite, les avantages comparatifs ou l'internalisation des coûts de transaction. Les NTCI placent la concurrence imparfaite, la différenciation des produits et les économies d'échelle au cœur de l'analyse de l'IDE, tout en mettant en avant un arbitrage des FMN entre proximité et concentration, c'est-à-

---

<sup>18</sup> OCDE : « L'IDE des pays en développement : un vecteur d'échanges et de croissance », Byung Hwa Lee, Études du centre du développement, Avril 2002, Page 56

dire, entre exportation et IDE. Elles font apparaître deux types de stratégies pour les FMN : Firmes de types horizontaux et Firmes de types verticaux.

➤ Les firmes de types horizontaux naissent lorsque les avantages à s’implanter à proximité des consommateurs sont élevés relativement aux avantages liés à la concentration des activités. La firme préfère donc installer plusieurs sites de production pour servir les marchés locaux si elle peut réaliser des économies d’échelle, si les coûts d’implantation sont relativement faibles, si les coûts de transport sont plutôt élevés et si la demande sur le marché d’accueil est forte. Ce type d’investissement est généralement Nord-nord car l’objectif est la conquête des marchés locaux.

➤ Les firmes de types verticaux apparaissent lorsque les firmes s’intègrent dans une perspective traditionnelle de division internationale des processus de production. Elles orientent leurs activités entre les pays en fonction des différents avantages comparatifs notamment en taille du marché et en dotations factorielles. C’est dans ce sens qu’on parle de type d’investissement Nord-sud.

Hepman et Yeaple montrent que la distinction entre ces deux stratégies reste confuse. Car il y a certains FMN qui adoptent une stratégie hétérogène (complexe), c'est-à-dire, elles utilisent les deux types de stratégies (horizontal et vertical).

## **Section II : Conception théorique sur les déterminants des IDE**

D’éminents auteurs approuvent qu’il existe bien des facteurs déterminants (pull factor) pour attirer des IDE. La stabilité politique, juridique et économique, les ressources naturelles, la taille du marché, la concurrence, la croissance économique, le pouvoir d’achat, l’ouverture du pays au commerce extérieur, la main d’œuvre et les infrastructures de base sont parmi les facteurs incitatifs d’IDE que nous aborderons dans ce paragraphe.

### **§1. Déterminants d’ordre institutionnels**

Il est évident que certaines politiques nationales peuvent affecter l’attractivité des IDE. Depuis plusieurs décennies, la plupart des PED ont entrepris des politiques de libéralisation afin de pouvoir créer un cadre réglementaire accueillant les IDE. Ainsi, nous pouvons citer les mesures suivantes comme facteurs déterminants dans l’attractivité des IDE.

## **A. Stabilité politique et sociale**

Une stabilité politique est l'une des grandes préoccupations des investisseurs étrangers dans les pays en développement. Les FMN condamnent l'incertitude. Face aux problèmes d'instabilité politique et sociale (conflits militaires et civils, confiscation des biens, dislocation des structures de production, changement dans la gestion macroéconomique et surtout l'environnement réglementaire), elles préfèrent reporter leurs programmes d'investissements voire désinvestir. En effet, une stabilité politique engendrera d'abord un système juridique efficace, impartial et transparent, qui protège la propriété et les droits individuels.

Elle nécessite ensuite des institutions publiques stables, crédibles et honnêtes avant de finir par parvenir des politiques gouvernementales propices à des marchés libres et ouverts. À cet égard, la stabilité est un facteur déterminant de localisation des IDE, car l'investisseur souhaite localiser les filiales dans un pays où l'incertitude est moindre, et où existe une tradition de respect de leurs accords internationaux vis-à-vis des dirigeants et de l'ensemble de la population. Les interventions des pouvoirs publics peuvent constituer ainsi, un garanti à long terme pour les investisseurs. Cela peut se justifier par l'investissement dans un pays instable avec un risque pays élevé n'est pas assez rassurant. D'où la nécessité d'améliorer des cadres politique et sociaux des PVD.

## **B. Stabilité juridique**

La stabilité juridique et légale constitue aussi une assurance pour les FMN. Un environnement juridique et légal représente les règlements régissant les IDE, leurs activités, les normes de traitement des filiales étrangères et les règles de fonctionnement des marchés. C'est ainsi que, le pays hôte doit :

- garantir une minimisation des coûts des litiges aux investisseurs étrangers ;
- garantir une protection des droits de propriété aux investisseurs étrangers et de bénéficier les mêmes droits que les investisseurs locaux (par exemple : droits syndicaux) ;
- assurer une possibilité de rapatriement des bénéfices et des capitaux en cas de liquidation ;
- établir un libre marché de change ;
- lutter contre la corruption ;
- assurer le respect des règles et les accords ;

- enlever tout plafonnement de participation au capital, car la limitation à la participation au capital constitue un obstacle pour l'investisseur étranger ;
- établir des programmes d'incitation à l'investissement fondés sur une modulation transparente de nombreux avantages fiscaux et douaniers (dans le cas d'existence d'impôts ou tarifs douaniers lourds, l'établissement d'incitations à l'investissement tarifaire).

### **C. Politiques de concurrence et flexibilité du système administratif**

Le libre jeu des mécanismes du marché dans le pays d'accueil constitue un choix de localisation important pour les firmes étrangères. Une politique de concurrence ne doit pas subir des comportements anticoncurrentiels venant de l'extérieur, ni de décisions unilatérales d'autres gouvernements. De la même manière, elle doit également éviter toute discrimination entre entreprises nationales et entreprises étrangères ; entre entreprises d'origines nationales différentes. En revanche, elle doit garantir la protection des produits et des technologies des FMN et l'égalité entre les entreprises existantes dans le territoire nationale.

La flexibilité et la souplesse des procédures administratives peuvent avoir aussi des influences sur les politiques d'incitation aux IDE. L'EIDE se déplace dans les pays qui imposent moins de restrictions car les retards, la complexité et la difficulté des procédures administratives (première étape pour un projet) peuvent décourager les investisseurs étrangers.

### **D. Commerce extérieur**

Beaucoup d'entreprises à capitaux étrangers visent l'exploitation de l'avantage de localisation (faible coût de production, coût et qualité de la main d'œuvre, développement des infrastructures, ressources naturelles, etc.) dans le pays d'accueil afin d'exporter les biens produits vers l'extérieur. Dès lors, le degré d'ouverture commerciale du pays hôte peut accroître l'afflux des IDE. D'ailleurs, le niveau du commerce international symbolise les politiques de libre-échanges dans un pays. La robustesse du commerce international constitue l'un des facteurs institutionnels le plus important dans l'afflux des firmes étrangères en Amérique Latine, en Asie de l'Est et du Sud-est.

## **§2. Déterminants d'ordre économiques**

Lorsqu'un cadre institutionnel propice aux IDE est mis en place, les considérations économiques facilitent la délocalisation des FMN.

## **A. Croissance économique**

La croissance économique représente le dynamisme d'une économie. Elle est déterminée par des indicateurs de développement macroéconomique comme le revenu par tête, la consommation par tête, le degré d'industrialisation, le taux d'ouverture au commerce extérieur, le taux de chômage, la qualification de la main d'œuvre, etc. Les firmes étrangères cherchent à investir dans les pays compétitifs qui ont une stabilité économique.

## **B. Ressources naturelles**

Les ressources naturelles constituent le déterminant classique des IDE dans le pays d'accueil (comme le cas des pays africains). Les entreprises étrangères sont attirées par les pays dont les ressources naturelles sont abondantes et ayant comme contreparties le capital, le savoir-faire, les compétences et l'infrastructure nécessaires pour les exploiter et les commercialiser. En général, les PED sont riches en ressources naturelles par rapport aux pays développés. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils doivent mettre en valeur leurs stocks de matières premières et établir un bon climat des affaires pour les exploiter.

## **C. Coût et qualification de la main d'œuvre**

Comme nous l'avons évoqué au début, nombreuses sont les FMN qui s'installent dans les PED afin de maintenir sa survie et de réaliser des économies d'échelles. À cet égard, elles sont attirées dans les pays où elles peuvent réaliser le maximum de profit. Un faible coût de la main d'œuvre se répercute directement sur le coût du facteur travail. Alors le coût de la main d'œuvre constitue un facteur majeur d'incitation aux IDE. En plus, les multinationales considèrent aussi la qualité de la main d'œuvre comme facteur clef, dans la mesure où ces entreprises se rattachent d'avantage de la production de biens intensifs en capital et en technologie.

## **D. Incitations financières et fiscales**

Le régime fiscal peut être déterminant pour l'IDE car une imposition lourde diminue le rendement de l'entreprise. Le développement des marchés financiers, l'accès aux crédits et un faible taux d'imposition encouragent les investissements.

## **E. Taille du marché**

La taille du marché est caractérisée par le Produit National Brut (PNB) et le pouvoir d'achat des consommateurs. En effet, les FMN se délocalisent le plus souvent dans les économies offrant une forte demande de consommation (revenu par habitant élevé constitue une demande forte). La croissance des marchés, l'accès aux marchés régionaux et mondiaux, les préférences des consommateurs locaux et la structure des marchés entrent dans les préférences des investisseurs à la recherche des marchés potentiels.

## **F. Infrastructures de base**

Une infrastructure de base développée stimule l'IDE. Elle peut augmenter le rendement de l'entreprise, dans la seule mesure où elle peut diminuer le coût de production et le coût d'exploitation. Une infrastructure vulnérable n'est pas favorable à l'IDE (par exemple : si l'entreprise doit construire elle-même une route pour acheminer ses produits alors son coût d'investissement sera colossal. Ou bien un manque d'électricité ou de réseaux téléphoniques peuvent conduire l'entreprise à ne pas utiliser les techniques modernes de production).

## **Section III : Impacts théoriques des IDE sur l'économie**

Comme nous l'avons annoncé dans l'introduction, les multinationales peuvent acquérir et développer une unité de production et de commercialisation d'un bien, dans le pays récepteur, et constituer aussi un portefeuille d'action plus rentable possible. C'est pour cela que l'IDE peut présenter des impacts positifs et négatifs dans le pays récepteur. Cette section expliquera en théorie ces différents impacts qu'ils soient positifs ou négatifs.

### **§1. Impacts positifs**

Les études théoriques et empiriques montrent que l'IDE produit des nombreux avantages dans le pays d'accueil, capable de relancer la croissance économique voire réduire la pauvreté.

#### **A. Théorie du double déficit**

Ce modèle est de type keynésien car il montre que la croissance dépend de l'investissement et que ce dernier dépend à son tour de l'épargne intérieure. Or dans les pays sous-développés, le problème est souvent lié à la mobilisation de l'épargne. Cette contrainte de

l'épargne intérieure constitue un premier déficit pour les PED. Ce modèle met aussi une hypothèse selon laquelle l'offre est rigide dans les PED, c'est-à-dire, que même si l'épargne est suffisamment élevée mais il manque des devises pour importer les biens de l'étranger (biens d'équipements, biens de consommations, biens de productions et services) ; d'où la contrainte des devises, le deuxième déficit. Ainsi, parmi les différentes formes de capitaux étrangers, l'IDE peut être capable de combler ce double déficit. Car l'IDE peut constituer aussi bien un capital qu'une unité monétaire étrangère. Il constitue donc un portefeuille de devises. C'est pour cela que « de nombreux gouvernements ont mis en place des politiques destinées à attirer les investissements directs étrangers <sup>19</sup> ».

## **B. Autres arguments en faveur de l'IDE**

L'émergence de la globalisation de l'économie mondiale approuve bien le rôle de l'IDE dans le processus de développement des pays en développement. L'IDE constitue l'une des principaux moyens de transferts de technologies plus propres, de développement du capital humain, d'ouverture commerciale et de création d'emplois pour les PED.

### **1. IDE et transmission de technologies plus propres**

Les FMN sont considérées comme un moyen de transfert de technologies plus productives et propres à l'environnement, selon laquelle la technologie de la filiale se diffuse vers les entreprises locales à travers des externalités positives (ou "spillovers").

En principe, les FMN sont plus avancées et dynamiques sur le plan technologique par rapport aux entreprises domestiques. Et, elles sont soumises à des normes environnementales plus strictes dans leur pays d'origine, en raison de la législation et de la pression des consommateurs ou d'organisations non gouvernementales. En plus, elles ont tendance à homogénéiser les normes environnementales et technologiques pour l'ensemble de leurs processus productifs et commerciaux quelque soit le lieu de localisation.

C'est pour cela que les entreprises locales peuvent avoir la possibilité d'améliorer leurs processus productifs en observant et imitant le mode de production des firmes étrangères (learnig by doing). Il est évident que l'imitation d'un produit inclut moins de coûts que sa conception ou son développement. D'ailleurs, la plupart des entreprises à capitaux étrangers donnent à leurs

---

<sup>19</sup> OCDE : « L'impact social de l'investissement direct étranger », L'Observateur, Paris, Juillet 2008, Page 1

fournisseurs et employés une assistance et une formation technique, ainsi que des informations nécessaires et modernes pour pouvoir améliorer la qualité des produits. Elles conçoivent aussi des installations propices à l'amélioration des rendements. Ainsi, à long terme, les entreprises étrangères et locales développent une concurrence pure et parfaite, dans le pays récepteur d'IDE. Cette concurrence conduit à l'ensemble des entreprises se trouvant dans le territoire national d'utiliser d'avantage de nouvelles technologies et stratégies efficaces pour améliorer leurs activités. En bref, l'entrée de nouvelles technologies dans le pays hôte apporte des externalités positives susceptibles d'améliorer la compétitivité et de relancer la croissance économique.

## **2. IDE et développement du capital humain**

La défaillance du système éducatif dans les pays sous-développés pousse la FMN à donner volontairement des formations à son personnel pour satisfaire son besoin en main d'œuvre qualifiée. Ces connaissances se diffusent, par la suite, dans les entreprises locales à travers la rotation du personnel ou lorsqu'un employé décide de créer son propre entreprise. On assiste alors à la formation et à la qualification des managers, des ingénieurs, des scientifiques et techniciens dans l'économie réceptrice d'IDE. Ainsi, l'IDE reste un vecteur clé pour le développement du capital humain dans les PED.

## **3. Effets de l'IDE sur l'emploi et le salaire**

Comme nous l'avons déjà évoqué plus haut, l'enjeu principal de l'IDE dans le pays d'accueil reste la création d'emplois. Généralement, l'IDE est générateur d'emplois dans le pays bénéficiaire et destructeur d'emploi dans le pays d'origine (à cause de la délocalisation). En effet, la première intension d'une FMN est de gagner des parts de marché et de profiter une main d'œuvre à bon marché. Dans ce cas, l'IDE se cantonne d'abord dans des travaux d'assemblage des produits ou de construction des infrastructures d'exploitation. Alors, le capital investi sera faible (cas de l'assemblage), les importations seront accrues puisque la firme doit importer les biens d'équipement (cas de l'exploitation) et les salaires des employés nationaux seront faibles. Dans ce stade, l'effet de l'IDE sur l'emploi est limité car la firme peut même importer de la main d'œuvre étrangère considérée comme qualifiée.

Mais, au fur et à mesure que les conditions de la firme s'améliorent, la main d'œuvre locale se qualifie, la technologie se diffuse, les flux d'IDE vont augmenter. Les FMN vont investir d'avantage et utiliser plus de technologies pour faire face à la concurrence. Dans ce

stade, l'IDE commence à créer véritablement des emplois, les firmes vont recruter les nationaux (pour profiter de leur faible coût) et les salaires seront élevés.

Enfin, lorsque les investisseurs locaux deviennent à leur tour des fournisseurs au niveau régional ou mondial, le renforcement des accords de coopération (entre les investisseurs locaux et investisseurs étrangers) aboutira beaucoup plus à la création d'emploi et à l'amélioration des conditions de travail (salaire élevé, condition d'hygiène, droit de syndicat, assurance santé, sécurité, etc.) dans le pays bénéficiaire d'IDE.

#### **4. Effets de l'IDE dans les entreprises locales et la concurrence**

Dans les études empiriques sur les effets de l'IDE, DE SOYSA et ONEAL (1999) affirment que « les IDE encouragent l'investissement intérieur au lieu de le compromettre<sup>20</sup> ». Autrement dit, l'IDE exerce un effet d'entraînement sur l'investissement local. En principe, il existe des effets de complémentarités entre l'IDE et l'investissement domestique qui se manifestent à travers plusieurs canaux tels que :

- Le développement de la concurrence et de l'efficacité,
- La diffusion des techniques de contrôle de qualité aux fournisseurs,
- La formation, la qualification et l'expérience du personnel des firmes étrangères,
- L'amélioration des techniques de gestion, de management et de commercialisation des entreprises étrangères se propagent involontairement dans les entreprises locales.

À la recherche de la compétitivité, les entreprises locales améliorent leur condition de travail au niveau local et dans le marché international.

#### **5. Effets de l'IDE sur l'ouverture commerciale**

Le succès économique des Nouveaux Pays Industrialisés (NPI) de l'Asie est un modèle évident pour illustrer l'importance de l'IDE dans les échanges internationaux. En effet, les FMN jouent un rôle de catalyseur d'intégration des économies en développement dans le commerce mondial grâce à l'abondance des ressources financières et à la possession des technologies avancées ainsi qu'une aisance de savoir-faire et d'innovation. Étant donné que le principal objectif des multinationales est d'accéder aux marchés étrangers, leur présence et les accords de

---

<sup>20</sup> Claire MAINGUY « Impact des investissements directs étrangers sur les économies en développement », Revue Région et développement n° 20-2004, Paris, Page 8

coopération facilitent aussi l'accès des entreprises domestiques aux marchés extérieurs. Une fois exposées à la concurrence internationale, ces entreprises locales se heurtent à des nouvelles techniques productives, organisationnelles et managériales, qui vont les inciter à améliorer leur efficacité. Par ailleurs, cette efficacité productive va stimuler les exportations. Pour les économies en développement, l'augmentation de ces exportations va palier les déséquilibres macroéconomiques. Citons par exemple le déficit commercial, l'endettement extérieur et le manque de devises. Par la suite, ces devises constitueraient une source de financement pour le pays hôte. Mais lorsque les entreprises locales n'arrivent pas à suivre la cadence des entreprises étrangères, elles sont appelées à disparaître. Dans ce cas, l'IDE représente des effets néfastes sur les pays bénéficiaires.

## **§2. Impacts négatifs**

Plusieurs économistes, notamment les néo-marxistes montrent que le commerce international ne fait qu'appauvrir les pays sous-développés. L'IDE est une source de déséquilibre socio-économique dans les pays du Sud.

### **1. Au niveau macro-économique**

Les impacts négatifs de l'IDE au niveau macro-économique peuvent être analysés par la balance commerciale et par l'inflation.

#### **a) Augmentation des importations**

En matière de consommation, les entreprises étrangères ont un mode de comportement différent de celui du pays d'accueil. Elles adoptent un mode de comportement de consommation importée qui est différent de celui du pays d'accueil (le mode de consommation du pays d'accueil est un peu traditionnel et national). Ainsi, la culture étrangère (surtout abondance en devises) créée par les IDE contribue à la connaissance et à la considération des produits étrangers. Alors l'absence des matières premières, produits intermédiaires et matériels de productions et la malfaçon des produits locaux dans le pays d'accueil, conduit les multinationales à les importer. Cela va accroître les importations et provoquer un déficit commercial. Dans les PED, cette situation aboutira à un endettement extérieur. Donc, nous pouvons dire que l'IDE est une source de déséquilibre macro-économique pour les économies en développement.

## **b) Hausse de l'inflation**

Suite à l'entrée massive des produits importés et à l'augmentation des salaires des multinationales, on assiste à une hausse incessante des prix dans le pays d'accueil en développement. Ce phénomène qui s'observe dans plusieurs pays d'Afrique (exemple Madagascar, Zimbabwe, etc.) entraîne une dévalorisation de leurs monnaies nationales.

## **2. Au niveau de l'investissement domestique**

Les FMN exercent une emprise excessive sur les pays d'accueil en développement. Cela empêche les entreprises de ces pays à se développer. Dans les PED, les firmes étrangères ont généralement une avance technologique et innovatrice sur leurs concurrents locaux. Sachant que plus on utilise de la technologie moderne, plus on remplace l'homme par la machine et on devient plus puissant. Cette tendance peut être néfaste à l'emploi dans la mesure où le recrutement sera très sélectif et limité. Ainsi, ce sont surtout les travailleurs qualifiés qui bénéficieront des emplois offerts par les firmes étrangères. En plus, leur performance peut conduire les FMN à racheter facilement les entreprises domestiques. Les FMN utilisent un capital maximum pour gagner des grands parts des marchés locaux. Le capital joue un rôle pertinent de premier plan. Les entreprises, dont leurs moyens financiers sont faibles (en général, les entreprises locales), se dissiperont ou rachèteront par les investisseurs étrangers. Cependant, les retombées de l'IDE détruiront l'investissement domestique, c'est ce qui touche de nos jours, les pays en développement.

## **3. Au niveau des recettes fiscales**

Pour attirer les IDE, l'État doit élaborer des politiques de libéralisation et d'ouverture commerciale. Par exemple, un code des investissements favorable aux multinationales ou avoir un régime fiscal léger. En bref, l'État doit coopérer pour inciter les entreprises étrangères à s'installer dans le pays. Ainsi, les investisseurs étrangers peuvent exercer, de leur côté, des pressions de toutes sortes sur le pouvoir public, pour asseoir leur monopole. Cela affaiblit la souveraineté de l'État bénéficiaire. À cet égard, plusieurs avantages en matière de réglementation et de fiscalité sont offerts aux FMN. Alors, on assiste à une diminution des recettes fiscales qui constituent la principale ressource financière de l'État.

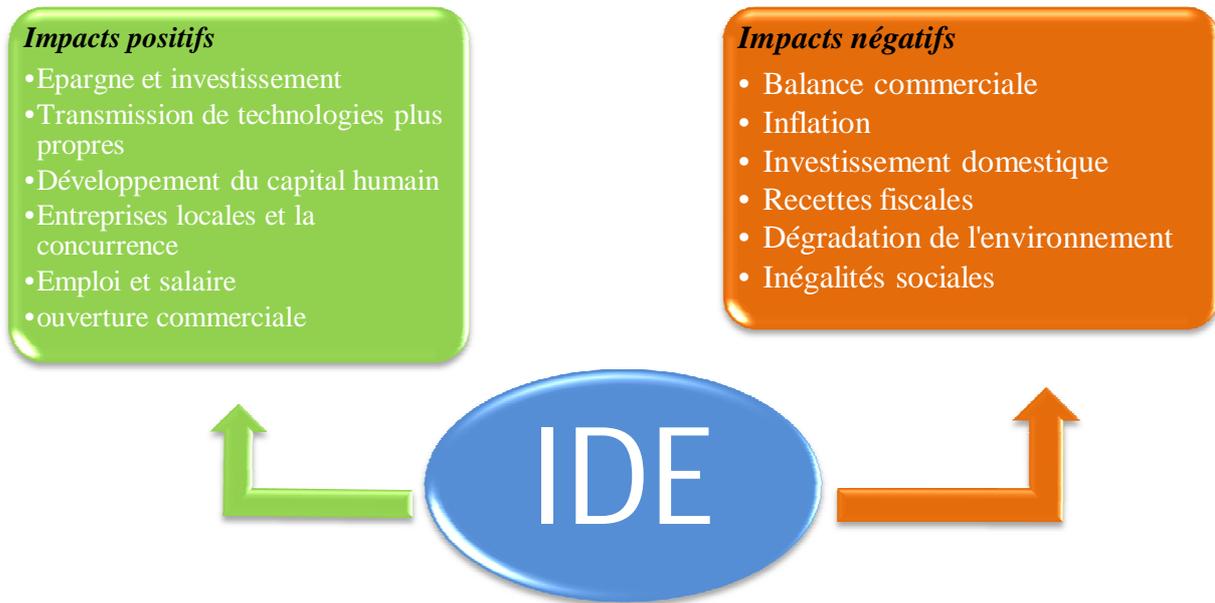
#### **4. Au niveau de l'environnement**

Les EIDE sont considérées comme des vecteurs de diffusion de technologies plus modernes et plus propres par rapport aux entreprises locales. Toutefois, les multinationales délocalisent leurs installations souvent polluantes dans les pays en développement dont les normes environnementales ne sont pas strictes. Ainsi, la délocalisation des installations polluantes du pays d'origine vers leurs filiales implantées à l'étranger (notamment dans les pays en développement) provoquent des effets pervers à l'environnement. Certaines entreprises se délocalisent en n'établissant aucune norme environnementale et ne soucient pas au respect de la législation existante dans le pays hôte. Cependant, nous pouvons dire que l'environnement des pays bénéficiaires d'IDE se dégrade souvent par la présence des firmes étrangères (surtout les entreprises extractives ne traitant pas leur déchet).

#### **5. Au niveau social**

La différence technologique et salariale ainsi que la qualification de la main d'œuvre qui existe entre les multinationales et les entreprises domestiques entraînent des inégalités sociales dans le pays hôte. Certains privilégiés voient leur revenu augmenté. Sans doute d'autres personnes trouvent des difficultés de s'intégrer dans le monde du travail (tout simplement parce qu'elles ne sont pas qualifiées). Le pouvoir public offre beaucoup des avantages aux entreprises étrangères par rapport aux entreprises nationales. L'IDE détrône les investisseurs locaux et aggrave les inégalités sociales et le chômage. De plus, l'IDE peut être source de migration (main d'œuvre importée) et d'exode rurale (la population rurale est attirée vers les villes où il y a une concentration des IDE dans l'espoir d'être embauchée). Par ailleurs, l'emprise des FMN dans les PED peut aboutir à l'insécurité, le soulèvement populaire voire l'instabilité politique.

**Figure n° 1 : Impacts des IDE dans l'économie d'accueil**



Source : Auteur, Antananarivo, Novembre 2014

En résumé, nous pouvons dire que beaucoup des théories et travaux empiriques montrent que l'IDE est une source importante de développement socio-économique et de modernisation pour les pays en développement. Il fait partie intégrante d'un système économique mondial. Il constitue un instrument générateur d'emploi et de croissance économique. Malgré ses effets négatifs qui se manifestent souvent automatiquement voire différemment entre les pays et les secteurs, l'IDE reste un moyen d'ouverture aux échanges internationaux. Ainsi, les États multiplient les politiques en termes de stabilité institutionnelle, économique et sociale afin d'attirer les FMN. C'est pour cela que dans la deuxième partie de notre travail, nous analyserons la manière dont les impacts des flux d'IDE se produisent dans les économies en développement, à Madagascar notamment.

## **Partie II : Analyse empirique des impacts des IDE**

Compte tenu des impacts des IDE sur les variables économiques clés (entre autre l'emploi, la croissance, l'investissement et la recherche et développement), la plupart des PED disposent d'un cadre réglementaire favorable aux IDE. Sur ce, les flux d'IDE mondiaux ont augmenté plus vite que les échanges commerciaux internationaux et même que la production mondiale. L'assouplissement de ce cadre et le renforcement des initiatives de libéralisation font parties intégrantes des bonnes politiques d'attractivité des IDE. Une bonne gestion des incidences de ces derniers permettra de relancer la croissance et réduire la pauvreté. Cette partie consiste à décrire les flux de stocks d'IDE dans les pays d'accueil en développement. Elle évoquera d'abord l'évolution, ensuite les déterminants et enfin les impacts. Elle mettra également l'accent sur la situation actuelle des IDE à Madagascar en évoquant l'apport de ces investissements sur l'économie du pays et apportera des éléments de réponse sur les atouts et les handicaps de l'environnement économique du pays. Ainsi, nous terminerons cette étude en proposant des orientations et politiques d'incitations aux IDE.

## Chapitre I : État de lieux des IDE dans les pays d'accueil en développement

Pour la première fois, les PED ont reçu d'avantage d'IDE que les pays développés. Les industries extractives et manufacturières ainsi que les services gagnent du terrain dans ces pays mais elles se différencient d'une région à l'autre. Ce chapitre sera consacré à décrire cette tendance et à évoquer les raisons qui poussent les entreprises d'investissement directs à s'intéresser aux économies en voie de développement notamment les ressources naturelles (ressources du sol et du sous-sol) et la taille des marchés.

### Section I : Tendance et évolution actuelle des IDE dans les PED

L'Afrique est le continent qui attire peu d'IDE mais il reste une destination de choix pour les firmes multinationales à cause de ses ressources naturelles. L'Asie et l'Amérique Latine continuent de préoccuper les intentions des entreprises internationales en attirant plus d'IDE par rapport aux autres continents. Parmi ces facteurs, figurent la structure du marché et la stabilité institutionnelle. Ce paragraphe montrera bien cette tendance actuelle des flux d'IDE et de leurs politiques d'attractivité dans les pays du Sud.

#### §1. Aperçu de l'évolution récente des flux d'IDE dans le monde

Le tableau ci-dessous illustre la tendance actuelle sur l'évolution des flux d'IDE par région. L'IDE mondial a chuté de 18,17% pour s'établir à 1351 milliards de dollars en 2012.

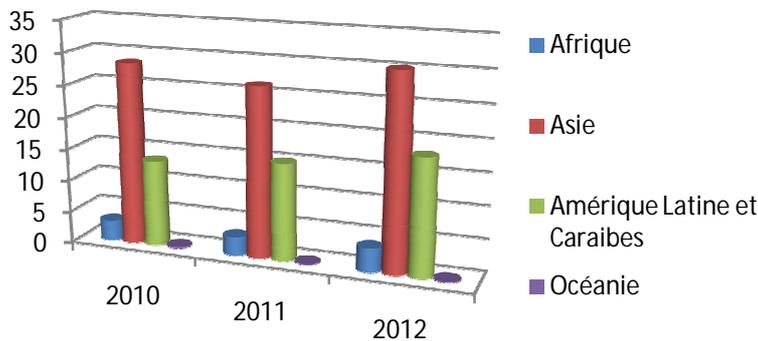
**Tableau n° 1 : Évolution des flux d'IDE dans le monde entre 2010 et 2012 (en milliards de dollars)**

Année	Flux d'IDE entrants			Flux d'IDE sortants		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Monde	1409	1651	1351	1505	1678	1390
Pays développés	696	820	561	1030	1183	909
PED :	638	735	703	413	422	426
♦ Asie	401	436	407	284	311	308
♦ Amérique Latine et Caraïbes	190	249	244	119	105	103
♦ Afrique	44	48	50	9	5	14
♦ Océanie	3	2	2	1	1	1
Pays en transition	75	96	87	62	73	55

Source : CNUCED, « Rapport sur l'investissement dans le monde 2013 », New-York, Juin 2013, Page 19

Cette récession touche toutes les régions du monde (pays développés, PED et les pays en transition) et s'explique par la fragilité macro-économique de certains pays investisseurs, par les politiques incertaines de grand nombre de pays, et par la faiblesse structurelle du système financier mondial. L'UE (Union Européenne) a enregistré elle seule près de 2/3 de cette diminution. Malgré cette crise, nous remarquons que les pays en développement font mieux par rapport aux pays développés. En 2012, les PED absorbent environ 52% des flux mondiaux d'IDE contre 44% en 2011.

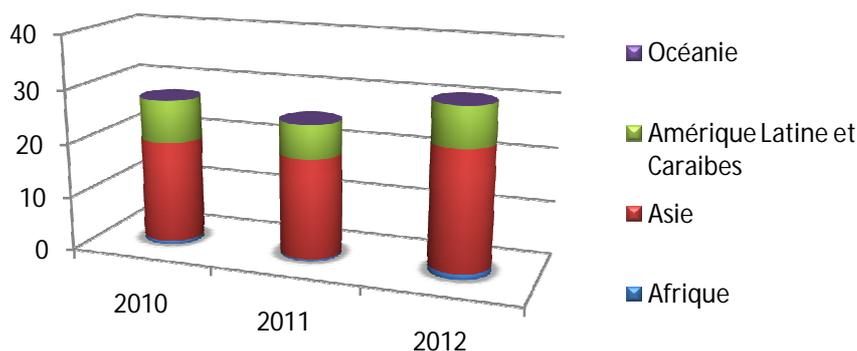
**Figure n°2 : Évolution des flux d'IDE entrants (en%) dans les PED entre 2010 et 2012**



Source : Calcul de l'auteur d'après de la CNUCED, « Rapport sur l'investissement dans le monde 2013 », New-York, Juin 2013

Le graphique ci-dessous témoigne que l'Asie et l'Amérique Latine restent des destinations privilégiées par les FMN en raison de la structure de leurs marchés (structuration intra-régionale et développement du secteur manufacturier), ainsi que leurs ressources naturelles (pétrole, gaz et minéraux). Les pays de l'Asie du Sud et du Sud-est représentent près de 26% des flux d'IDE mondiaux. L'Afrique enregistre une nette amélioration de 4% entre 2011 et 2012, soit 50 milliards de dollars en 2012 contre 48 milliards de dollars en 2011. Les flux d'IDE entrant en Afrique équivalent à 3,7% des flux mondiaux. Les industries extractives et l'intégration de certains pays africains dans le commerce international élucident bien cette tendance. En effet, cette s'observe aussi dans les flux d'IDE sortant.

**Figure n°3 : Évolution des flux d'IDE sortants (en%) dans les PED entre 2010 et 2012**



Source : Calcul de l'auteur d'après les données de la CNUCED, « Rapport sur l'investissement dans le monde 2013 », New-York, Juin 2013

La sortie d'IDE dans les pays en développement a augmenté. La part de l'Afrique a triplé. Elle est passée de 4 milliards de dollars en 2011 à 14 milliards de dollars en 2012. Cette augmentation s'explique par la participation de certains pays africains dans le commerce international. D'ailleurs les pays du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du sud) constituent les principaux investisseurs parmi les pays émergents. Les flux d'IDE en provenance de ce groupe sont passés de 7 milliards de dollars en 2000 à 145 milliards de dollars en 2012, représentant environ 10% du total mondial. Le graphique n°2 montre bien que les pays asiatiques sont les pays les plus actifs parmi les PED. En 2012, la Chine (y compris Hong-Kong) représente 168 milliards de dollars d'IDE sortant et elle est le troisième pays investisseur dans le monde, derrière le Japon (deuxième investisseur) et les États-Unis (premier investisseur). En effet, les investissements Sud-sud justifient la hausse des IDE en Afrique. La Malaisie, l'Afrique du Sud, la Chine et l'Inde sont les principaux pays en développement investissant en Afrique. Les industries extractives élucident cette tendance surtout en Afrique subsaharienne et en Afrique orientale.

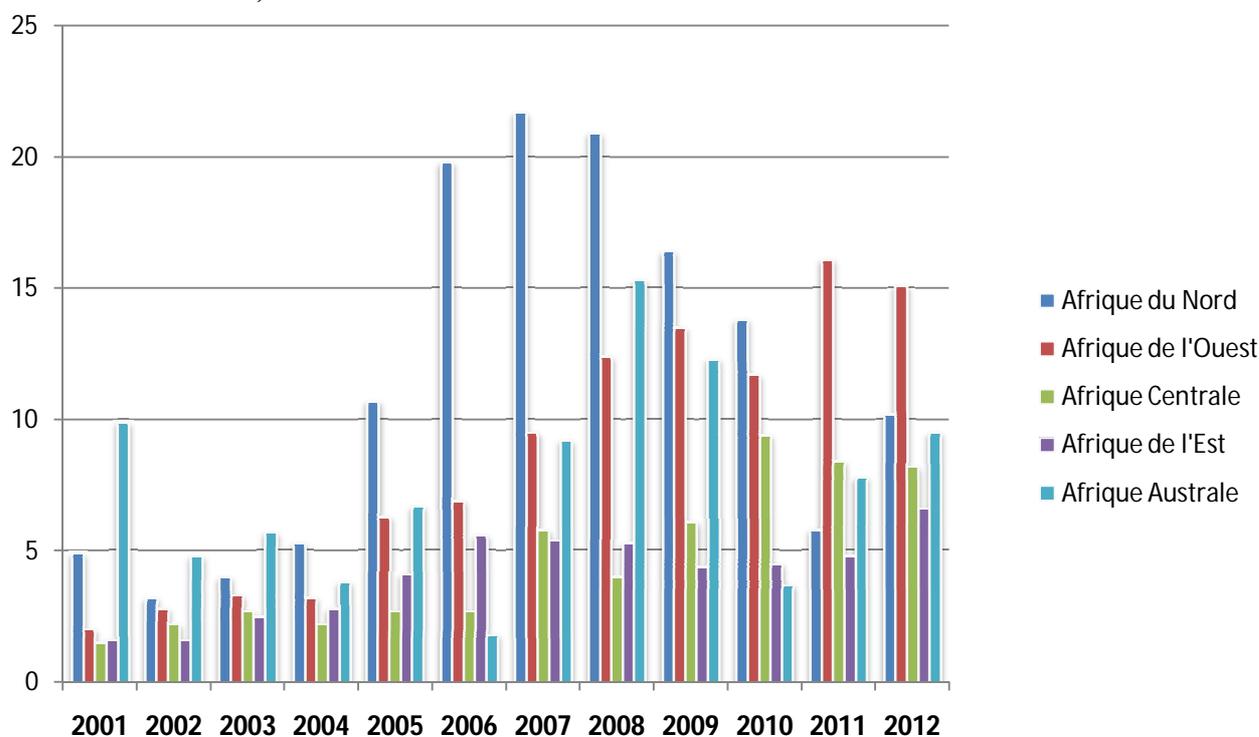
## §2. Évolution des flux d'IDE en Afrique

L'investissement direct étranger est évidemment important et nécessaire pour assurer la transformation de l'économie africaine et soutenir une croissance durable. En effet, d'après les études réalisées par la CNUCED en 2012, pour réduire considérablement la pauvreté en Afrique, on devrait avoir un taux de croissance de 7% <sup>21</sup>voire plus, ce qui nécessitera un taux d'investissement de 25% du PIB. Or actuellement, le taux moyen d'investissement en Afrique avoisine 18%, ce qui est en dessous du seuil de 25%. Dans ce contexte, l'un des enjeux de

<sup>21</sup> CNUCED : « Rapport sur le développement économique en Afrique : catalyser l'investissement pour une croissance transformatrice en Afrique », New York et Genève 2014, Page 13

l'Afrique est d'attirer les investissements étrangers parce que la plupart des économies africaines sont déficitaires (l'investissement propre du continent est faible) et que l'IDE peut combler ce double déficit (faible épargne et faible investissement). Ainsi, en 2012, les flux d'IDE entrant en Afrique étaient de 50 milliards de dollars, soit une hausse de 5% par rapport à l'année 2011. Cette croissance était alimentée par des investissements des pays émergents, notamment ceux du Sud en particulier les investissements chinois. Toutefois, la situation n'est pas pareille dans les différentes régions de l'Afrique. Le graphique ci-dessous nous illustre l'évolution actuelle des flux d'IDE dans les différentes régions de l'Afrique depuis les années 2001.

**Figure n° 4: Les flux d'IDE dans les différentes régions d'Afrique entre 2001 et 2012 (en milliards de dollars)**



Source : BAD<sup>22</sup> « perspectives économiques en Afrique », 2013, Page 53, calcul de l'Auteur

En 2001, l'Afrique australe est la région qui a attiré plus d'IDE par rapport aux autres régions, soit environ 10 milliards de dollars. Cela s'explique par l'émergence de l'économie sud-africaine et l'appartenance de cette dernière dans le groupe BRICS. Néanmoins, en 2008, les flux d'IDE entrant au Maghreb ont atteint un niveau historique en s'établissant à 20 milliards de dollars. L'Égypte et le Maroc constituent des exemples certains grâce à leurs accords de coopération avec l'Europe. Mais la révolution du printemps arabe a dégradé hautement

<sup>22</sup> BAD : Banque Africaine de Développement

l'environnement des affaires au Maghreb. Jusqu'à maintenant, l'instabilité politique et les guerres civiles gangrènent l'Égypte, la Libye, la Tunisie, le Mali et le Soudan. Cette situation n'est pas favorable aux firmes multinationales. Par ailleurs, les pays de l'UEMOA (Union Économique et Monétaire Ouest Africaine) et de la CEDEAO (Communauté Économique Des États de l'Afrique de l'Ouest) font mieux par rapport aux pays de l'Afrique orientale et centrale. L'Afrique orientale est la région qui attire peu d'IDE par rapport aux autres régions. Le cadre réglementaire et politique de cette région est encore embryonnaire. Il est responsable de cette faiblesse. Le tableau ci-dessous nous donne l'évolution des flux d'IDE dans cette région depuis 1990 jusqu'à 2012.

**Tableau n°2 : Évolution des flux d'IDE en Afrique de l'Est entre 1970 et 2013 (en millions de dollars USD)**

Pays/année	1970	1980	1990	2000	2005	2010	2012	2013 <sup>*(23)</sup>
Burundi	----	----	1,26	11,7	0,58	0,78	0,6	6,8
Comores	----	----	0,4	0,09	0,5	8,4	10,4	14
Djibouti	----	----	----	3,3	22,2	36,5	110	286
Érythrée	----	----	----	27,9	1,43	91	41,36	43,86
Éthiopie	----	----	----	134,64	265,11	288,27	278,56	952,96
Kenya	13,8	78,97	57,08	110,09	21,21	178,06	258,6	514,38
<b>Madagascar</b>	<b>10</b>	<b>-0,8</b>	<b>22,4</b>	<b>83</b>	<b>85</b>	<b>808,15</b>	<b>812,5</b>	<b>837,5</b>
Malawi	8,6	9,5	23,3	26	139,7	97	129,5	118,4
Maurice	1,6	1,2	41	265,6	41,8	430	589	258,6
Mozambique	0,3	4,4	9,2	139,2	122,4	1258,2	5635,1	6450,6
Rwanda	0,06	17,7	7,6	8,3	8	42,3	159,9	110,8
Seychelles	2,2	9,5	20,2	24, 3	85,9	159,8	159,3	177,6
Somalie	4,5	-0,03	5,6	0,3	24	112	107,3	107,1
Ouganda	4,2	4	-6	160,7	379,8	543,9	1205,4	1145,9
Tanzanie	3,07	4,6	0,01	463,4	935,5	1840	1707	1872,4
Zambie	9,5	61,7	202,7	121,7	357	1729,3	1066,2	1811
Zimbabwe	18,7	1,5	-12,2	23,2	102,8	166	399,5	400
<b>Afrique de l'Est</b>	<b>76,53</b>	<b>192,24</b>	<b>372,55</b>	<b>1604,23</b>	<b>2592,93</b>	<b>7789,66</b>	<b>12670,22</b>	<b>15107,9</b>

Source : Calcul de l'auteur d'après la Base de données de la Banque mondiale, novembre 2014

<sup>23</sup> Estimation

De 1990 à 2000, les flux d'IDE entrants en Afrique de l'Est ont quadruplés, passant de 372 millions de dollars à 1604 millions de dollars. En 2013, la région a enregistré 15 107 millions de dollars. Ce rebondissement s'explique en partie par la présence des industries extractives dans certains pays comme Tanzanie, Madagascar, Mozambique, Ouganda, Éthiopie et Zimbabwe. D'autres pays comme Maurice et Seychelles, les IDE sont alimentés par le secteur tourisme et hôtellerie. Le tableau ci-dessus nous montre aussi que le Burundi, les Comores et Érythrée (suivant cet ordre) sont les pays de la région qui attirent peu d'IDE. Cela se traduit par la faiblesse de leur conjoncture économique malgré la stabilité économique qui règne dans ces pays.

## **Section II : Impacts et principaux facteurs déterminants des IDE dans les pays d'accueil en développement**

En Amérique Latine et en Asie, les apports des flux d'IDE sont grandissants. Ils permettent à ces pays d'avoir le statut des nouveaux pays industrialisés. Une analyse régionale de l'évolution des stocks d'IDE nous permettra d'étudier les impacts de ces investissements en Asie, en Amérique Latine puis en Afrique.

### **§1. Les IDE en Amérique Latine**

#### **A. Aperçu historique de l'industrialisation de l'Amérique Latine**

À l'exception de l'exploitation des ressources du sol et du sous-sol, la pénétration des FMN dans les PED est conditionnée par un cadre économique et institutionnel généralement actionné par le pouvoir public.

En effet, la crise des années 30 en Europe et aux États-Unis, a incité les pays de l'Amérique Latine à adopter des nouvelles d'industrialisation. C'est le début de l'industrialisation par substitution aux importations. Conscients des enjeux de la mondialisation, les pays de la région s'employaient des mesures de protectionnisme (barrières tarifaires, subventions, etc.) pour soutenir les industries locaux. L'objectif était de produire pour le marché local. Ces industries se sont déployées sur la fabrication des biens de consommation courante et des intrants intermédiaires. Toutefois, la technologie requise dans ce type d'industries n'était pas à la portée des industries locales. Le manque des devises (il est causé par la diminution des exportations) et la surévaluation des taux de change freinaient l'expansion de ces industries. Par ailleurs, le poids de la dette extérieure, la taille réduite du marché et les pouvoirs des régimes

autoritaires constituaient aussi des blocages au développement de l'industrialisation de la région. Mais l'arrivée des régimes civils au pouvoir dans les années 80, a changé la tournure. Les pays commencent à se libéraliser et à s'intégrer dans le commerce international. Les États ont vite mis en place un environnement propice aux investissements étrangers. Les FMN (notamment ceux de l'Amérique du Nord) sont motivés par les ressources naturelles de la région et l'abondance ainsi que la qualification de la main d'œuvre. À cela, on ajoute les zones d'intégration régionales qui viennent agrandir la taille du marché. La stabilité politique, la concurrence, les incitations financières et la stabilité monétaire favorisent aussi la confiance des investisseurs étrangers.

### **B. Évolution récente des flux d'IDE en Amérique Latine et aux caraïbes**

En 2012, les flux d'IDE entrants en Amérique Latine et aux Caraïbes ont légèrement chutés. Ils s'élèvent à 244 milliards de dollars<sup>24</sup> (contre 249 milliards de dollars en 2011) dont 144 milliards de dollars en Amérique du Sud, 99 milliards de dollars en Amérique Centrale et 1 milliard de dollars aux Caraïbes. Ainsi, les flux d'IDE en provenance de l'Amérique Latine et Caraïbes ont aussi diminués passant de passant de 105 milliards de dollars en 2011 à 103 milliards de dollars en 2012. Tandis que les acquisitions internationales réalisées par les STN (Sociétés Transnationales) latino-américaines ont progressées de 74% pour s'établir à 33 milliards de dollars. Cette croissance est motivée par les acquisitions provenant des PED.

### **C. Principaux déterminants des flux d'IDE en Amérique Latine et aux Caraïbes**

Les principaux facteurs d'attrait de l'Amérique du Sud restent les ressources du sol et du sous-sol (pétrole, gaz et minéraux métalliques), la taille du marché et le pouvoir d'achat. Le secteur manufacturier (par exemple : construction d'automobile) est aussi en expansion dans certains pays de la région (comme le Brésil). Les IDE dans ce secteur sont motivés par des mesures de politiques industrielles et d'incitations financières. D'autres pays (comme le Mexique) constituent un centre périphérie pour les industries de l'Amérique du Nord.

## **§2. Les IDE en Asie**

En adoptant une stratégie d'industrialisation par substitution aux exportations (après un stade de réforme des structures agraires et une révolution verte augmentant les rendements agricoles), les pays d'Asie connaissent une croissance économique forte. Ils sont passés en peu de temps du statut de pays en développement à celui de pays industrialisé, parfois ce phénomène

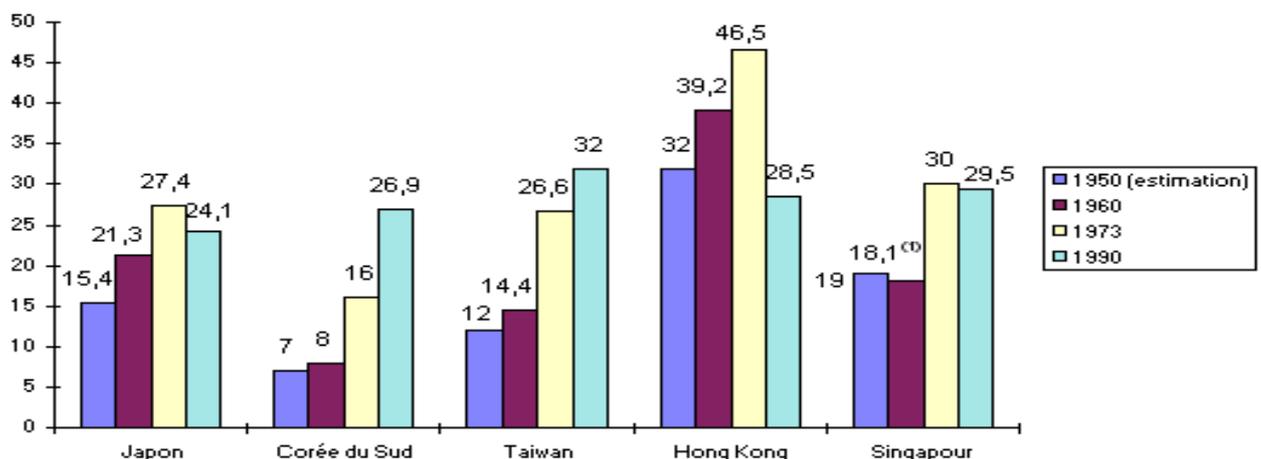
---

<sup>24</sup> CNUCED : Rapport sur l'investissement dans le monde 2013, New-York, Juin 2013, Page 12

est qualifié de « *miracle asiatique* ». Cette croissance qui ne cesse d’attirer un grand nombre d’investisseurs directs étrangers (la région absorbe plus de 30% des flux d’IDE mondiaux), s’est effectuée en deux périodes :

➤ Vers le milieu des années 1970, le Japon et le NPI-1 (Nouveaux Pays Industrialisés de première génération)<sup>25</sup> ont atteint un niveau d’industrialisation maximal. Cette industrialisation est basée dans le secteur manufacturier avec une utilisation intensive de la main d’œuvre. En 1955, les NPI-1 dont la population n’était que 3% de celle du Tiers monde, représentaient plus du quart de la production manufacturière de cet ensemble et fournissaient près de la moitié des exportations de ces produits.

**Figure n°5 : Part du secteur manufacturier en % du total dans les NPI-1 d’Asie : 1950-1990**



Source : [www.senat.fr](http://www.senat.fr) : « Mission effectuée en Malaisie et à Singapour afin d’étudier l’évolution des relations économiques et commerciales de ces pays avec la France », France 2014

Le graphique ci-dessus montre que le secteur manufacturier représentait 39,2% des exportations de Hong Kong en 1960 et 46,5% en 1973. Au Singapour, il correspondait à 30% en 1973 et 29,5% en 1990. Nous pouvons dire que dans cette période, la part du secteur manufacturier dans l’emploi total dévient prépondérante dans ce groupe de pays.

➤ Vers les années 1990, une deuxième génération de NPI (NPI-2)<sup>26</sup> vient dans le podium. Ces pays se sont vite orientés vers les exportations pour pouvoir combler leur retard sur les pays occidentaux. Ne nécessitant qu’un capital de départ réduit, les industries d’exportation (textile,

<sup>25</sup> NPI-1 (ou 4 Dragons d’Asie) comprend Hong Kong, Taiwan, Corée du Sud et Singapour

<sup>26</sup> NPI-2 comprend Thaïlande, Malaisie, Indonésie et Philippines

habillement, jouets, composants électroniques) sont des industries de main d'œuvre, de moindre complexité, et de faible niveau technique, et exigeant un haut niveau d'économie d'échelle. Elles ont procuré une création intense d'emplois dans l'industrie manufacturière asiatique.

Certains de ces NPI s'attachent à conquérir une position dominante dans certaines industries : Singapour, leader mondial pour la fabrication des puces électroniques et disques durs pour les ordinateurs, la Corée du Sud pour la fabrication des mémoires informatiques et des téléviseurs, Hong Kong pour les jouets électroniques et Taiwan dans le domaine de la sous-traitance pour la fabrication de matériel informatique et consoles d'ordinateurs.

En effet, cette forte croissance économique et cette main d'œuvre qualifiée et à bon marché des pays asiatique continue de persuader les grandes entreprises internationales. Les flux d'IDE à destination de cette région s'élèvent à 407 milliards de dollars en 2012, malgré une diminution de 7%<sup>27</sup> par rapport à 2011. Actuellement, la Chine et le Hong Kong restent le deuxième et le troisième, principaux destinataires des flux d'IDE mondiaux. Singapour, l'Inde et l'Indonésie figurent parmi les 20 premières destinations. Le Cambodge, le Myanmar, les Philippines et le Viêt Nam constituent aussi des destinations de choix pour les FMN surtout dans le secteur manufacturier à forte intensité de main d'œuvre. Toutefois, les flux d'IDE reçus, en 2012, par les pays d'Asie occidentale continuent de chuter grâce à l'instabilité politique de cette sous-région. Seul les pays du Golf qui font mieux car des entreprises d'État reprennent certains projets retardés et qui étaient conçus en association avec des entreprises étrangères. Ainsi, les flux d'IDE en provenance d'Asie restent stables avec 308 milliards de dollars, représentant 22% des flux mondiaux. La Chine, le Hong Kong, le Singapour, la Malaisie, la Thaïlande, la Turquie sont les principaux pays investisseurs en développement d'Asie.

### **§3. L'attractivité des flux d'IDE en Afrique**

Depuis les années 90, les pays africains ont commencé à mettre en place des réformes structurelles, accompagnées par des mouvements de libéralisation économique. Par exemple les programmes de privatisation misent en place par la plupart des pays (notamment les pays du Maghreb), pour attirer les entreprises étrangères vers leurs territoires. Par conséquent, ils ont bénéficié d'un accroissement sensible des flux d'IDE vers ces dernières années. En 2012, ils ont vu leurs apports d'IDE augmenter de 5%, par rapport à l'année 2011, pour atteindre 50 milliards de dollars. Cette hausse s'explique en grande partie par la présence des industries extractives

---

<sup>27</sup> CNUCED, « Rapport sur l'investissement dans le monde 2013 », New-York, Juin 2013, Page 27.

dans le continent. Nous soulignons aussi que la production des biens de consommation et le secteur des services sont en perpétuelles progression. Toutefois, l'Afrique reste le continent qui attire moins d'IDE par rapport aux autres, raison pour laquelle les retombées positives de ces flux pour le développement semblent limitées. Cette vulnérabilité s'explique par l'insuffisance des réformes, le manque d'infrastructures adéquates et de main d'œuvre qualifiée, une faible capacité d'absorption, et surtout une absence d'un secteur privé national dynamique (c'est-à-dire qu'il y a une faiblesse pour les relations entre les entreprises locales et les entreprises étrangères). C'est pourquoi il est question pour les gouvernements africains de remédier cette situation pour attirer beaucoup plus d'IDE et que les IDE reçus aient des impacts positifs pour pouvoir réduire la pauvreté dans l'ensemble du continent, en particulier à Madagascar.

### **Section III : Tendances et évolution récentes des IDE à Madagascar**

L'analyse des flux d'IDE entrant à Madagascar nous permet de connaître le dynamisme de l'économie du pays. Le paragraphe examinera donc l'évolution de ces flux depuis les années 2000 après avoir exposé le contexte macroéconomique du pays.

#### **§1. Contexte macroéconomique de Madagascar**

L'économie malagasy qui figure parmi les économies sous-développées reste jusqu'à maintenant embryonnaire. Depuis la crise de 2009, la situation économique du pays n'a pas connu une véritable évolution. L'aggravation de la pauvreté, la détérioration des infrastructures, la dégradation des indicateurs sociaux et des agrégats macroéconomiques, le manque de financement extérieur et l'instabilité politique, préoccupent les dirigeants du pays.

En effet, la crise politique et économique de 2009 reste encore remarquable. Le taux de croissance était de -4,1% en 2009. Toutefois, depuis 2012, le taux de croissance s'améliore passant de 0,4% en 2010 à 2,5% en 2012. Le taux de croissance enregistré en 2013 est de 2,4%<sup>28</sup>. Ce contexte est amélioré surtout grâce au dynamisme du secteur secondaire, plus particulièrement des industries extractives. Malgré cette croissance, la pauvreté persiste encore. 71,5% de la population vit sous le seuil national de la pauvreté (en milieu rural, cette proportion peut atteindre 77,1%), c'est-à-dire 535 603 ariary par an. Sous le seuil international de la pauvreté (2 USD PPA par jour), cette proportion est de 92%<sup>29</sup>. Nous pouvons dire que cette

---

<sup>28</sup> Vice-primature chargée de l'économie et de l'industrie/Direction des Études et de la modélisation économique, Antananarivo, 2014

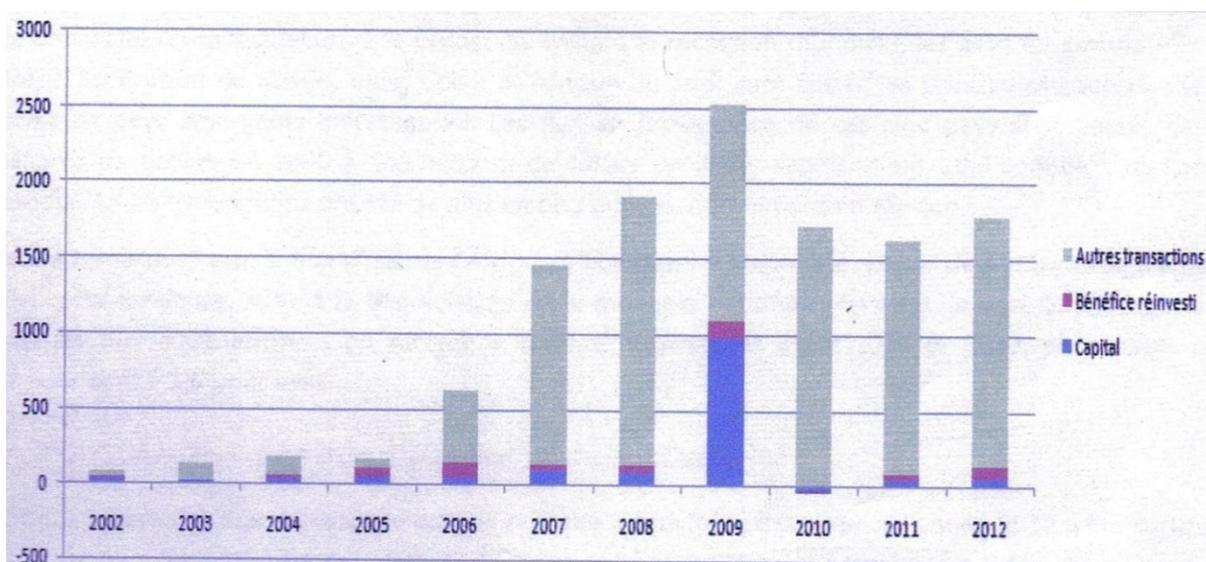
<sup>29</sup> [www.banquemondiales.org/madagascar](http://www.banquemondiales.org/madagascar): « Évaluation de la pauvreté, du genre et de l'inégalité : Visages de la pauvreté à Madagascar », Antananarivo 2014

croissance n'est pas inclusive. De plus, l'inflation moyenne sur la période a connu une certaine régression par rapport à l'année 2008 de 9,2%, passant de 9,0% en 2009 à 5,8% en 2012 et à 6,3% en 2013. Cet agrégat macro-économique est essentiel à la vie quotidienne des malagasy. Sa dégradation est certainement liée à la baisse de la demande due à l'effritement du pouvoir d'achat. Ensuite, le taux de pression fiscale a connu une baisse de 10,5% du PIB en 2013 contre 11,1% du PIB en 2012, 10,9% du PIB en 2011 et respectivement de 10,8% du PIB, 10,6% du PIB en 2010 en 2009, et 12,6% en 2008. Cette dépression est expliquée en partie la crise des entreprises zones franches. Par ailleurs, le déficit budgétaire n'est pas maîtrisé, il représente un niveau inférieur à 2% depuis l'année 2010. La balance des paiements a affiché, quant à lui, un solde déficitaire de -158,5 millions de DTS en 2013 contre -55,3 millions DTS en 2012 et des soldes excédentaires de 80,7 millions DTS en 2011 et 44,8 millions DTS en 2010. Cette situation est due d'une part à la régression du niveau des Aides Publics au Développement passant de 700 Millions USD en 2008, et à 440,40 Millions USD en 2009, et à 478,38 Millions USD en 2013. Et d'autre part à la baisse tendancielle du niveau des investissements bruts passant de 40,3% du PIB en 2008 à 31,7% du PIB en 2009, et à 16,2% du PIB en 2013. La baisse du niveau des investissements privés justifie la diminution des investissements bruts (13,3% du PIB en 2013 contre 15,0% du PIB en 2011).

## **§2. Évolution des flux d'IDE entrant à Madagascar**

Comme un bon nombre des économies, celle de Madagascar ne cesse de multiplier des stratégies pour attirer les investissements étrangers. La figure ci-dessous nous montre la tendance actuelle des flux d'IDE dans l'économie malagasy.

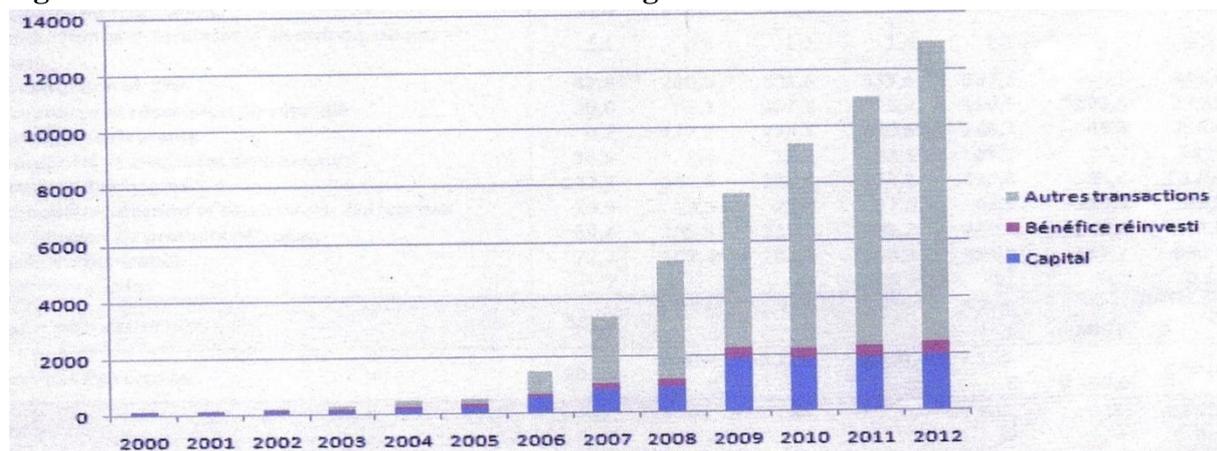
**Figure n°6 : Évolution des flux d'IDE entrants à Madagascar de 2002 à 2012**



Source : BCM/INSTAT : « Études sur les Investissements Directs Étrangers à Madagascar », Antananarivo, Janvier 2014, Page 9

Dans ce graphique, nous remarquons que depuis 2006, les flux d'IDE entrant dans le pays sont plus élevés par rapport aux années précédentes. Cela illustre la participation du pays dans le commerce mondial à grâce aux politiques de libéralisation mises en place par le gouvernement et par la mise en œuvre des deux grands projets miniers [l'exploitation de l'ilménite par QMM (QIT Madagascar Minerals) et celle du cobalt et du nickel du projet Ambatovy]. Il faut noter que le taux de la valeur ajoutée des EIDE a été passé de 17,2% à 31,6% entre 2006 et 2007. En 2012, les flux d'IDE entrant dans le pays ont été évalués à 812,6 millions de dollars US contre 809,8 millions de dollars US en 2011, soit une légère hausse de 0,3%. Tandis que la hausse enregistrée en monnaie locale est de 9,1% (soit 1 783,4 milliards d'ariary en 2012 contre 1 639,9 milliards d'ariary en 2011). La différence de cette poussée est provoquée par la dépréciation de la monnaie locale. En examinant les flux d'IDE par poste, nous remarquons que cette augmentation est principalement due à la flambée du poste « autres transactions » qui regroupent surtout les dettes envers les actionnaires. Il représente une hausse de 17,6% entre 2011 et 2012, par contre les flux d'IDE du capital social et des bénéfices réinvestis ont augmenté de 14,5% entre ces deux années. Donc, malgré la crise, certains entrepreneurs étrangers ont réalisé des programmes d'investissement dans le pays et les apports des EIDE créées en 2011 montrent l'évolution positive du capital social.

**Figure n°7 : Évolution du stock d'IDE à Madagascar de 2000 à 2012**



Source : BCM/INSTAT : « Études sur les Investissements Directs Étrangers à Madagascar », Antananarivo, Janvier 2014, Page 16

Depuis, le grand boom réalisé entre 2006 et 2007, le rythme de la croissance du stock d'IDE tendait à diminuer, en passant de 112,0% en 2007, à 56,1% en 2008 et 17,8% en 2012. Par ailleurs, le stock d'IDE a atteint 13 009,8 milliards d'ariary en 2012, soit 5,8 milliards de dollars USD. Le graphique nous montre que le poste « autres transactions », est encore très important dans les stocks d'IDE enregistrés depuis 2006. Pour l'année 2012, ce poste a augmenté de 16,8%, néanmoins les postes « capital social » et « bénéfices réinvestis » ont enregistré une hausse respective de 2,9% et 19,9%.

## Chapitre II : Structure et effets socio-économiques des IDE à Madagascar

Actuellement, la place accordée par les IDE à Madagascar est importante. L'objectif de ce chapitre est de situer les IDE entrants à Madagascar, d'analyser leurs impacts positifs et négatifs, d'examiner les forces et les faiblesses que possèdent le pays et de proposer certaines orientations pour que ces investissements arrivent à relancer effectivement l'économie.

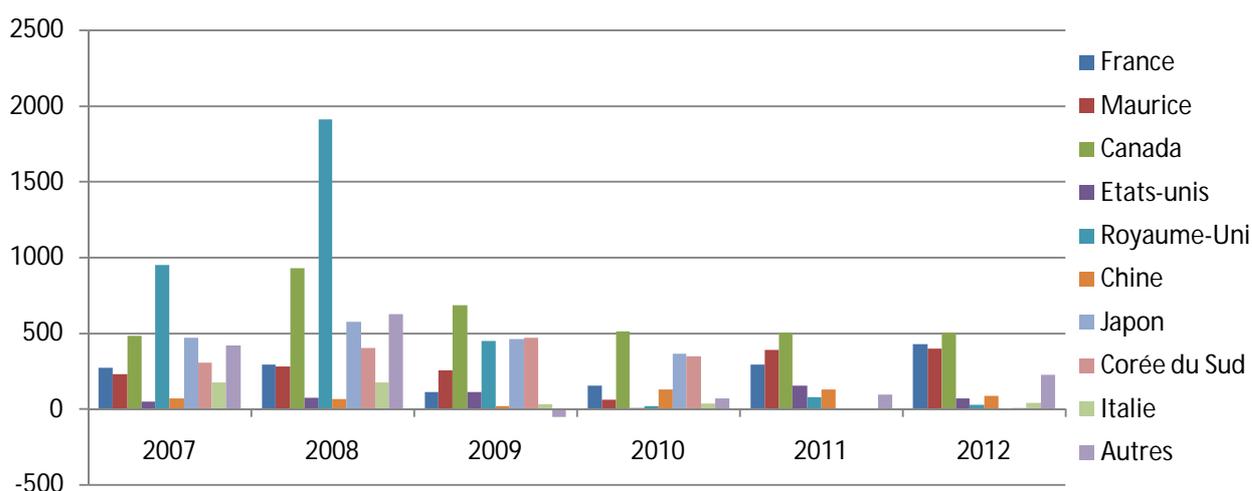
### Section I : Structure des IDE à Madagascar

Les entreprises canadiennes, françaises, américaines, chinoises, mauriciennes, coréennes et anglaises dominent l'environnement d'IDE à Madagascar. Ce paragraphe nous permettra de voir l'origine et la répartition des flux d'IDE entrants à Madagascar, ainsi que la structure du tissu industriel malagasy.

#### §1. Origine des flux d'IDE reçus par Madagascar

L'analyse sur l'origine des flux d'IDE nous permet de mieux déceler les principaux pays investisseurs ainsi que les différents pays partenaires de Madagascar. Le graphique ci-dessous nous fait part de l'évolution des IDE des principaux investisseurs dans le pays depuis 2007.

**Figure n°8 : Évolution des flux d'IDE par pays d'origine entre 2007 et 2012 (en milliards d'ariary)**



Source : BCM/INSTAT : « Études sur les Investissements Directs Étrangers à Madagascar », Antananarivo, Janvier 2014, Page 12, calcul de l'auteur

En 2012, Canada (504 milliards d'ariary), France (425 milliards d'ariary), Maurice (398,2 milliards d'ariary), Chine (85,6 milliards d'ariary) et États-Unis (70,8 milliards d'ariary) ont été respectivement les cinq premiers pays investisseurs dans le pays. En effet, ils opèrent dans les grands projets miniers, les activités financières, la télécommunication et les activités de fabrication.

Nous remarquons qu'avant l'année 2009, le Royaume-Uni occupait la première place avec 949,8 milliards d'ariary pour l'année 2007 et 1 912,2 milliards pour l'année 2008. Mais après 2009, les investissements en provenance de ce pays sont diminués pour s'établir à 25 milliards d'ariary en 2012. Cette perception est liée surtout à l'investissement du projet QMM qui se trouvait dans sa phase d'exploitation. Ainsi, cette tendance s'observe dans le cas du Japon, des États-Unis (qui opèrent dans les activités extractives et financières) et de la Corée du Sud.

Par contre, les flux d'IDE en provenance de la France continuent d'accroître avec 112,6 milliards d'ariary en 2009, puis 153,4 milliards d'ariary en 2010 et 293,3 milliards d'ariary et 425 milliards d'ariary respectivement en 2011 et 2012. Ainsi, une hausse remarquable (près de 43% par rapport à l'année 2008) des flux d'IDE issus de l'île Maurice est enregistrée en 2012. Une entreprise à capitaux mauriciens a reçu en moyenne 5,7 milliards d'ariary. La plupart de ces entreprises s'opèrent souvent dans les activités extractives avec une part de 43%, la communication avec 41%, le transport et auxiliaires de transports avec 5% et les activités immobilières, location et services aux entreprises avec 4%. Il faut souligner aussi la quasi-stabilité des investissements chinois en termes des flux pour l'année 2012 par rapport aux années précédentes. Ils se concentrent aussi dans les activités extractives, ainsi que les activités du commerce et surtout les fabrications. Enfin, la présence de l'Italie en termes des flux, est opérable dans la branche immobiliers, location et services aux entreprises.

En bref, il faut noter que les pays investissant dans la branche des activités extractives, sont ceux qui dominent l'environnement des IDE à Madagascar en termes des flux et en termes de stocks. Le tableau ci-dessous nous donne l'évolution du stock d'IDE par pays d'origine.

**Tableau n°3 : Stock d'IDE selon le pays de résidence des investisseurs étrangers entre 2007 et 2012**

<b>En milliards d'ariary</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>
Canada	635,6	1006,1	1 688,3	2 200,4	2 442,4	2 946,4
Royaume-Uni	752,1	1804,7	2 253,8	2 270,3	2 346,0	2 371,0
Japon	473,2	579,4	1 041,9	1 404,3	1 406,9	1 409,9
Corée du Sud	306,3	404,6	873,3	1 220,9	1 282,1	1 229,5
France	268,1	343,1	455,7	609,1	1 223,6	1 648,6
Maurice	188,6	238,3	492,9	551,7	940,7	1 338,9
États-Unis	50,7	91,4	201,2	183,3	337,3	408,1
Italie	173,8	174,2	205,1	241,6	238,3	278,6
Chine	54,0	56,2	73,9	201,8	210,1	295,7
Bermudes	86,4	118,7	127,4	137,2	137,2	137,2
Réunion	26,5	28,9	33,0	56,9	97,9	140,8
Hong-Kong	37,0	40,8	75,5	78,4	77,7	77,7
Luxembourg	11,4	16,3	47,1	68,3	72,7	72,7
Suisse	25,5	30,4	33,5	63,5	71,8	75,6
Suède	---	17,7	31,7	31,7	31,7	31,9
Afrique du Sud	11,3	12,7	12,8	12,9	12,7	13,6
Pays-Bas	7,3	9,5	11,2	11,5	11,5	11,5
Inde	---	4,5	4,9	1,6	1,6	21,6
Autres	60,8	207,1	53,4	60,1	103,3	319,7
<b>Total</b>	<b>3 168,6</b>	<b>5 184,6</b>	<b>7 716,6</b>	<b>9 405,7</b>	<b>11 045,6</b>	<b>12 829,0</b>

Source : BCM/INSTAT : « Études sur les Investissements Directs Étrangers à Madagascar », Antananarivo, Janvier 2014, Page 18

Nous constatons dans ce tableau que le stock d'IDE chinois a été multiplié par cinq au cours de ces cinq dernières années. Ce phénomène a été dû grâce au commerce et surtout à l'octroi de permis à WISCO (Wuhan Iron and Steel Corporation) pour l'exploitation du fer dans la partie ouest du pays, ainsi qu'à l'exploration du pétrole. Il faut noter aussi la hausse des stocks d'IDE français, réunionnais et la quasi-stabilité de ceux de l'Afrique du Sud, du Pays-Bas et de

la Suède. Il est alors essentiel de voir la répartition de ces investissements dans les différentes branches d'activités.

## §2. Répartition des flux d'IDE par branche d'activité

Les flux d'IDE reçus sont inégalement repartis dans les différentes branches d'activités. Les activités extractives restent la branche qui reçoit plus d'IDE par rapport aux branches (42%) malgré sa baisse en termes d'évolution (25% par rapport à l'année 2012). La récession de cette branche qui a commencé depuis 2010, s'explique par l'entrée en phase d'exploitation des grands projets miniers, à savoir QMM et SHERITT.

**Tableau n°4 : Flux d'IDE par branches d'activités entre 2007 et 2012 (en milliards d'ariary)**

Branche d'activité	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Agriculture, chasse, élevage et sylviculture	-4,8	1,5	14,2	-0,8	-3,3	10,1
Pêche et aquaculture	-26,1	6,5	18,8	34,7	7,3	41,7
Activités de fabrication	15,6	1	99,6	41,5	137	93,6
Production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau	4	-2,5	0,3	0,2	3,8	1,1
Construction et BTP	236,7	17,6	31,9	53,6	58,9	0,5
Commerce	0,9	42,4	30,9	18,4	34	48,7
Hôtels et restaurants	171,1	1,1	37,5	36,1	1,8	6,0
Transports	-2,8	2,2	10,9	2,9	3,7	30,0
Activités financières	37,7	38,1	59,7	57,4	245,4	532,5
Immobilier et services aux entreprises	0,6	5,3	7,6	10,5	70,8	31,6
Distribution pétrolière	108,9	16,3	65,4	58,2	7,8	14,3
Télécommunication	28,9	147,8	85,8	16,5	72	222,9
Autres	---	---	0,2	-0,1	0	---
<b>Total hors extractives</b>	<b>570,7</b>	<b>277,3</b>	<b>462,7</b>	<b>329,1</b>	<b>639,3</b>	<b>1032,9</b>
Activités extractives	886,2	1637,5	2069,8	1360,0	1000,6	750,5
<b>Total</b>	<b>1456,9</b>	<b>1914,8</b>	<b>2532,5</b>	<b>1689,1</b>	<b>1639,9</b>	<b>1783,4</b>

Source : BCM/INSTAT : « Études sur les Investissements Directs Étrangers à Madagascar », Antananarivo, Janvier 2014, Page 10

Outre les activités extractives, d'autres branches ont connu une baisse en termes d'évolution d'IDE pour l'année 2012, notamment les activités de fabrication, la production de l'eau, de gaz et d'électricité, le BTP, l'immobilier et services aux entreprises. Toutefois, le tableau ci-dessus nous montre une évolution remarquable dans les branches :

Télécommunication, activités financières, Transport, Commerce, Pêches, Agriculture, Hôtels et restaurants. Ainsi, nous soulignons que malgré cette variation, le secteur minier reste le principal moteur de la croissance économique à Madagascar depuis la mise en œuvre du grand projet minier du pays « Ambatovy ».

Par ailleurs, le secteur minier enregistre une hausse continue depuis 2006 en termes de stocks, avec 902,8 milliards d'ariary en 2006 et 8900,7 milliards d'ariary.

**Tableau n°5 : Stock d'IDE par branches d'activités entre 2006 et 2012 (en milliards d'ariary)**

<b>Branche d'activité</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>
Agriculture, chasse, élevage et sylviculture	7,8	16,9	18,3	32,5	31,7	28,4	38,5
Pêche pisciculture et aquaculture	51,1	17,0	22,5	41,3	76,0	83,3	125,0
Activités de fabrication	120	143,7	176,9	276,5	318,0	455,0	548,6
Production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau	1,1	0,5	1,1	1,4	1,6	5,4	6,5
Construction et BTP	42,9	289,5	301,6	333,6	387,2	446,1	446,6
Commerce et réparation de véhicule	36,8	62,1	107,2	138,2	156,6	190,6	239,3
Hôtels et restaurants	0,7	172,1	173,1	210,6	246,7	248,5	254,5
Transports et auxiliaires de transport	13,5	8,4	11,2	22,1	25,0	28,7	58,7
Activités financières	132,2	147,9	213,5	273,2	330,6	585,6	1118,1
Immobilier, location et services aux entreprises	29,9	13,5	29,4	37,0	47,5	118,3	149,9
Distribution de produits pétroliers	69,4	105,5	116,8	182,2	240,4	248,2	262,5
Télécommunication	72,7	102,4	282,5	368,3	384,8	457,2	680,1
Autres	7	---	---	0,2	0,1	0,1	0,1
<b>Total hors extractives</b>	<b>585,1</b>	<b>1079,5</b>	<b>1454,2</b>	<b>1916,8</b>	<b>2245,9</b>	<b>2895,4</b>	<b>3928,3</b>
Activités extractives	902,8	2089,0	3729,9	5799,8	7159,8	8150,2	8900,7
<b>Total</b>	<b>1487,9</b>	<b>3168,6</b>	<b>5184,1</b>	<b>7716,6</b>	<b>9405,7</b>	<b>11045,6</b>	<b>12829,0</b>

Source : BCM/INSTAT : « Études sur les Investissements Directs Étrangers à Madagascar », Antananarivo, Janvier 2014, Page 17

De plus, le stock d'IDE sur les activités de fabrication est multiplié par 4,5 depuis 2006 pour atteindre 548,6 milliards d'ariary en 2012. Le tableau nous illustre aussi l'augmentation du stock d'IDE en Télécommunication (72,7 milliards d'ariary en 2006 et 680,1 milliards d'ariary en 2012), Hôtels et restaurants (0,7 milliards d'ariary en 2006 et 254,5 milliards en 2012), activités financières (132,2 milliards d'ariary en 2006 et 1118,1 milliards d'ariary en 2012). En

bref, nous pouvons dire que les travaux des projets miniers ont entraînés une vivacité des autres branches, ce qui favorise la promotion des IDE à Madagascar, à l'instar du secteur industriel.

### **§3. Analyse du secteur industriel de Madagascar**

Les différentes phases de développement industriel et des systèmes économiques (passage d'une économie planifiée à une économie de marché) qui se sont succédés à Madagascar ne lui ont pas permis de constituer un tissu industriel solide pour son développement. En réalité, le secteur industriel reste toujours vulnérable. Son poids moyen dans le PIB est faible (environ 11,5% du PIB réel en 2012)<sup>30</sup>. Entre 2003 et 2012, le secteur industriel a enregistré sa meilleure performance avec un taux de croissance annuel composé<sup>31</sup> de la VA (Valeur Ajoutée) industrielle de l'ordre de 4%. Ce niveau est largement supérieur avec celui de 1983 à 2012 (environ 2,63%). Le tableau ci-dessous nous permet d'évaluer la contribution de chaque branche d'activités dans la formation du PIB industriel.

---

<sup>30</sup> Données du CREAM, Antananarivo, 2013

<sup>31</sup> Taux de croissance annuel composé de chaque branche est la moyenne géométrique des taux de croissance des branches. Il est relatif à des périodes fixées en fonction des différentes phases de développement industriel et des systèmes économiques que le pays a connu, y compris les périodes des crises.

**Tableau n°6 : Taux de croissance annuel composé et contribution moyenne des branches d'activités industrielles à la formation du PIB industriel (en %)**

	Taux de croissance annuel composé (en %)				Contribution moyenne à la formation du PIB Industriel (en %)			
	1985-1992	1992-1999	1999-2006	2006-2012	1985-1992	1992-1999	1999-2006	2006-2012
<b>Secteur secondaire</b>	1,33	2,36	2,71	2,44				
<b>Secteur secondaire (hors ZFI)</b>	1,23	1,39	1,76	3,05	99,86	95,69	89,06	87,19
<b>Agro-industrie</b>	-2,14	-3,90	-8,22	7,54	7,52	4,88	2,88	2,47
<b>Indus- Extractive</b>	4,35	-5,71	6,23	21,44	1,82	1,74	1,77	2,86
<b>Énergie</b>	8,57	3,58	-1,28	4,11	13,39	16,52	13,76	13,05
<b>Indus-Alimentaire</b>	1,12	1,29	0,28	2,76	20,23	20,55	18,13	17,97
<b>Indus-Boisson</b>	8,89	10,76	4,44	6,49	9,00	13,21	18,56	20,81
<b>Indus-Tabac</b>	-1,20	4,22	3,49	-2,89	5,80	5,52	6,10	4,83
<b>Indus-Corps gras</b>	5,15	-4,08	1,49	-1,39	5,35	4,35	3,04	2,59
<b>Pharmacie</b>	2,09	1,72	2,12	-0,10	4,48	4,35	3,83	3,52
<b>Indus-Textile (hors ZFI)</b>	-4,43	-12,13	-4,76	-4,12	10,39	5,18	1,84	1,04
<b>Indus-Cuir</b>	-3,70	-10,96	-4,67	-1,23	2,32	1,29	0,42	0,29
<b>Indus-Bois</b>	4,59	5,63	1,70	-3,75	2,05	2,84	2,74	2,22
<b>Mat-construction</b>	-0,85	7,27	2,83	5,18	2,24	2,46	2,71	3,18
<b>Indus-Métallique</b>	-6,77	11,33	9,10	4,17	1,71	2,23	3,57	4,92
<b>Mat-Transport</b>	-0,86	4,20	3,27	-2,42	1,77	1,75	1,64	1,40
<b>Appareil électrique</b>	-0,46	-5,33	6,20	-14,51	5,57	5,48	5,86	3,94
<b>Indus-Papier</b>	-6,15	-7,73	-4,83	6,83	4,35	2,25	0,94	0,80
<b>Autres</b>	-1,04	-2,46	10,73	-2,54	1,87	1,11	1,26	1,30
<b>Zone Franche Industrielles (ZFI)</b>	0,00	50,68	12,16	-2,05	0,14	4,31	10,94	12,81

Source : CREAM : « L'industrie comme moteur de croissance économique à Madagascar : Identification d'une relation de long terme et de causalité », Antananarivo, Février 2014, Page 16

Entre 2006 et 2012, les industries de boissons et industries alimentaires affichent un taux de croissance annuel composé respectives de 6,49% et de 2,76%. Leurs poids respectifs dans la formation du PIB industriel sont de 20,81% et de 17,97%. Ces branches d'activités sont dites porteuses car elles ont un taux de croissance annuel composé positif depuis plusieurs décennies et leurs parts dans la formation du PIB industriel sont importantes (supérieurs à 10%).

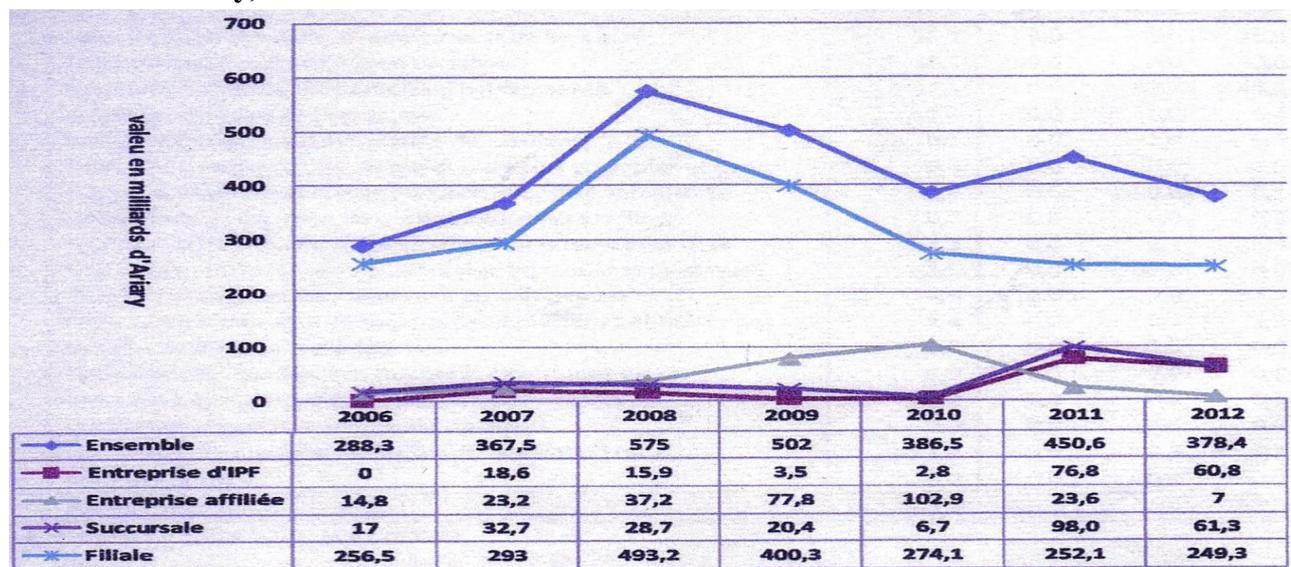
Si ces industries trouvent cette performance, c'est parce que la plupart des matières premières sont produites localement et répondent aux besoins des unités existantes.

Par ailleurs, d'autres branches d'activités ont aussi enregistré un taux de croissance annuel composé positif au moins durant trois périodes et affichent une contribution positive dans la formation du PIB industriel. Elles sont considérées comme des branches à forte potentialité. Il s'agit entre autres des industries extractives, de l'énergie (y compris les produits pétroliers, le charbon, l'hydro-électrique), de matériaux de constructions, industries métalliques, les industries de bois et de ZFI. Il faut souligner que les activités extractives ont connu une croissance exponentielle entre 1985 et 2012 avec un taux de croissance annuel composé de 4,35% entre 1985 et 1992, et de 21,44% entre 2006 et 2012. Toutefois, en termes de participation dans la valeur ajoutée industrielle, la part de cette branche reste faible (soit 2,86%). En plus, la suspension de Madagascar dans l'AGOA pendant la crise de 2009 a entraîné une contre-performance de ces industries en termes de croissance annuel composé entre 2006 et 2012 avec -2,05%.

En suite, certaines branches d'activités sont stagnantes notamment l'Agro-industries, industries de tabac, industries du corps gras, de la pharmacie, des matériaux de transport, appareil électrique et industries de papier. Leur contribution dans le PIB industriel est vulnérable. Enfin, le textile (hors ZFI) et industries de cuir représentent des contre-performances continues entre 1985 et 2012.

Ainsi, le secteur industriel de Madagascar possède des branches d'activités porteuses, des branches d'activités en déclin mais aussi des branches d'activités prometteuses, à l'instar des activités extractives. Le volume de production des biens manufacturés de l'ensemble du secteur s'élève à 378,4 milliards d'ariary en 2012. En comparant avec l'année 2008, cette production a subi une baisse moyenne de 22,8% pour chaque entreprise. Cette récession est due à des incidents politiques et économiques (chômage technique, fermeture de certaines entreprises, etc.). Ainsi, le graphique suivant nous donne l'évolution du volume de la production industrielle entre 2006 et 2012.

**Figure n°9 : Évolution du volume de la production industrielle entre 2006 et 2012 (en milliards d'ariary)**



Source : BCM/INSTAT : « Études sur les Investissements Directs Étrangers à Madagascar », Antananarivo, Janvier 2014, Page 27

La hausse de la production des entreprises filiales est à la production des entreprises à capitaux étrangers. En 2012, la part des entreprises filiales représente 65,9%. Ceux des succursales 16,2%, les entreprises affiliées 1,8% et les entreprises IPF 16,1%. Cette structure a été dominée, d'une part, par la fabrication de textiles et articles d'habillements, et d'autre part, par la fabrication des produits minéraux non métalliques. Il faut noter aussi la contribution importante des divisions « fabrication de produits alimentaires et boissons » et « fabrication de produits à base de tabac ». Ainsi, les pages qui suivent, nous donneront les répercussions de ces entreprises à capitaux étrangers dans l'économie malagasy.

## **Section II : Analyse des retombées des IDE dans l'économie de Madagascar**

Les investissements étrangers jouent un rôle catalyseur dans l'économie malagasy. Les activités des entreprises manufacturières augmentent les exportations du pays et la création d'emplois (surtout les entreprises extractives et celles qui opèrent sous le régime fiscal zone franche). Cette section s'intéressera d'abord des impacts positifs des entreprises directes étrangères à Madagascar, notamment leurs apports dans l'économie en matière d'emplois, des revenus fiscaux, de salaire, du savoir-faire, etc. Puis, dans un dernier paragraphe, nous évoquerons leurs impacts négatifs.

## §1. Impacts positifs des entreprises d'IDE dans l'économie malagasy

Il est évident que les investissements étrangers (à l'occurrence les IDE) jouent un rôle essentiel dans le développement socio-économique de Madagascar, notamment au niveau de l'emploi, de la productivité, du savoir-faire, de la technologie, de la concurrence et des indicateurs macro-économiques.

### A. Retombées des IDE dans l'emploi et la productivité

Comme nous l'avons parlé dans la partie théorique de notre travail, les IDE génèrent des emplois dans les pays hôtes. À Madagascar, les EIDE ont enregistré 63 800 emplois en 2012 avec une VA de 1 050 milliards d'ariary et un CA de 3 980 milliards d'ariary.

**Tableau n°7 : Chiffre d'affaires (CA), Valeur ajoutée (VA) et emplois générés par les EIDE**

Rubriques	CA (en milliards d'ariary)				VA (en milliards d'ariary)				Emploi (effectif)			
	2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012
EIDE	3441	3748	3620	3980	857	939	957	1050	60057	62707	60104	63800
<b>Dont entreprises affiliées</b>	369	540	429	625	132	190	201	254,6	13910	22907	10700	10500
<b>Filiales</b>	2520	2680	2600	2749,5	523	556	538	562,3	32095	27693	36754	39000
<b>Succursales</b>	552	528	591	617,8	202	193	218	240,9	14052	12107	12650	14800

Source : BCM/INSTAT : « Études sur les Investissements Directs Étrangers à Madagascar », Antananarivo, Janvier 2014, Page 20

À l'espace de 3 ans (entre 2009 et 2012), les EIDE ont créées 3743 emplois. Cette augmentation est principalement due au recrutement du personnel dans entreprises affiliées et succursales. Néanmoins, les enquêtes de la BCM sur les IDE montrent qu'une entreprise affiliée une a employé en moyenne 90 personnes, une filiale autour de 200 personnes et une succursale près de 120 personnes. Une telle situation nous montre que les entreprises étrangères sont parmi les pourvoyeurs d'emploi dans le pays. Raison pour laquelle, une grande politique de promotion aux IDE est nécessaire pour le pays afin de créer des emplois pour les jeunes, surtout dans un contexte où le taux de chômage atteint 3,80%<sup>32</sup>.

En plus, à travers la concurrence qui se manifeste sur le marché local et l'effet d'entraînement sur les entreprises locales, les EIDE peuvent générer des externalités positives sur la productivité. Cela peut accélérer la croissance économique du pays récepteur d'IDE. Le

<sup>32</sup> fr.tradingeconomics.com, Décembre 2014

tableau suivant nous illustre la performance des EIDE à travers le taux de la VA et la productivité apparente depuis 2007 à 2012 à Madagascar.

**Tableau n°8 : Performance des EIDE vue à travers le taux de la VA et la productivité apparente du travail**

Rubriques	Taux de la VA (en %)						Productivité apparente (en millions d'ariary)					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2007	2008	2009	2010	2011	2012
EIDE	32,8	28,6	24,9	25,1	26,4	26,4	16,6	17,8	14,3	15	15,9	16,5
<b>Dont entreprises affiliées</b>	37,8	28,5	35,8	35,2	46,9	40,7	18,2	7,8	9,5	8,3	18,8	24,2
<b>Filiales</b>	31,6	28,6	20,8	20,7	20,7	20,5	20,9	24,5	16,3	20,1	14,6	14,4
<b>Succursales</b>	31,8	28,5	36,6	36,6	36,9	39	10,3	8,4	14,4	15,9	17,2	16,3

Source : BCM/INSTAT : « Études sur les Investissements Directs Étrangers à Madagascar », Antananarivo, Janvier 2014, Page 21

Entre 2007 et 2012, la productivité apparente du travail est passée de 16,6 millions d'ariary à 16,5 millions d'ariary, soit une nette baisse de 0,1 point. Toutefois, le tableau nous montre qu'entre 2011 et 2012, il y a eu une nette amélioration de 0,9 points. Ainsi, la productivité apparente du travail passe 15,9 millions d'ariary à 16,5 millions d'ariary. Cette hausse est due à l'augmentation de la production de certaines entreprises, notamment les entreprises affiliées. En termes de taux de la VA, la proportion reste inchangée entre ces deux années, soit 26,4%. Nous soulignons que cette productivité peut s'améliorer lorsque ces entreprises étrangères pénètrent de plus en plus le marché local.

## B. Implications des IDE en matière du savoir-faire et de technologies

Le savoir-faire et la technologie sont deux instruments indispensables pour le développement économique et social d'un pays. Le transfert du savoir-faire et de la technologie des sociétés mères au profit de leurs entreprises affiliées à l'étranger constitue l'un des principaux mécanismes de la diffusion de la technologie à l'échelle planétaire. Cette diffusion peut se faire au niveau interne (s'il s'agit d'une entreprise mère à son filiale) qu'au niveau externe (s'il s'agit d'une entreprise étrangère à une autre entreprise). Il faut souligner que le plus souvent, cette diffusion se fait à partir de la formation de la main d'œuvre locale. En générale, ce sont les grandes sociétés étrangères qui engendrent la grande partie de technologies propres et des compétences avancées. À Madagascar, le transfert des connaissances est très remarquable à travers justement les grandes sociétés étrangères comme Ambatovy, les entreprises de la ZFI, les sociétés financières, les entreprises de télécommunication, etc.

**Cas d'Ambatovy** : En 2010, la société a inaugurée un centre de formation à Toamasina dont elle s'est engagée à développer une main d'œuvre hautement qualifiée. Les domaines concernés sont l'entretien, informatique, langues, services à la clientèle et d'autres (santé, sécurité, etc.). La plupart des formateurs sont des canadiens et des ingénieurs nationaux hautement qualifiés. D'autres programmes sont aussi développés par Ambatovy afin de renforcer les compétences des employés et la population locale. Par exemple :

- PEXT (Programme d'Excellence Technique) visant à former des experts nationaux qui peuvent remplacer les travailleurs expatriés ;
- ALDP (Ambatovy Leadership Development Program) visant à donner aux employés locaux les compétences et le développement nécessaires en matière de leadership ;
- Programme Menterot où les hauts cadres de la société aident les employés moins expérimentés à développer leurs connaissances de base afin de mieux élargir leur réseau professionnel.

### **C. Répercussions positives des IDE dans le cadre macro-économique du pays**

Les effets des IDE se répercutent aussi dans les indicateurs macro-économiques du pays hôte, comme il en est le cas de Madagascar. Le pays espère une amélioration de la balance de paiement, suivie d'une appréciation du taux de change.

Au niveau de l'investissement brut, le rapport annuel 2013 du Ministère de l'économie et de l'industrie montre que la performance réalisée en 2008 est principalement due à l'expansion des activités de la branche BTP et de la Télécommunication. En effet, la part de l'investissement brut dans le PIB était de 40,3% en 2008 contre 17,8% en 2012, dont celui de l'investissement était de 32,6% en 2008 et 15% en 2012. L'évolution de la branche BTP et de la Télécommunication est particulièrement soutenue par l'afflux des IDE liés aux grands travaux de construction des infrastructures. L'implication des IDE sur l'investissement est aussi observée à partir du poste « bénéfices réinvestis ». En 2012, les flux d'IDE en termes de bénéfices réinvestis sont évalués à 75,8 milliards d'ariary soit une hausse de 131,4% par rapport à l'année 2011.

Au niveau des exportations et des recettes publiques, l'impact des investissements étrangers est clair. Si à Madagascar, les exportations sont dominées par les produits agricoles, les crevettes et les épices, les produits miniers commencent à changer la tendance. En 2013, les exportations du nickel et du cobalt ont contribuées à 85% de l'augmentation des exportations du

pays. D'ailleurs, le projet Ambatovy estime que lorsque le projet atteindra sa pleine capacité, le nickel peut générer 1,8 milliards de dollars US par an et le projet peut verser 50 millions de dollars USD par an au gouvernement.

Aussi, la participation des entreprises étrangères dans la construction des infrastructures est aussi remarquable dans le pays. Par exemple : la décision d'Ambatovy de raffiner leurs produits dans le pays, celle du QMM de construire des écoles, ou de WISCO pour la construction du grand port du pays à Soalala, etc.

## **§2. Impacts négatifs des entreprises d'IDE à Madagascar**

Évidemment, les effets positifs de l'IDE sont considérables pour la relance de la croissance économique et la réduction de la pauvreté à Madagascar, néanmoins la présence des IDE dans le pays révèle des impacts négatifs pour l'économie. Par conséquent, le gouvernement doit apporter une attention particulière à la promotion des IDE. Ainsi, si un changement positif est souhaité au niveau de la balance de paiement, l'appréciation du taux de change peut affaiblir la compétitivité de l'économie malagasy. L'appréciation de l'Ariary peut engendrer des conséquences négatives sur les recettes douanières, sur la contrevaletur en Ariary des aides extérieurs et sur l'emploi. L'afflux de devises peut être aussi source de surliquidité du système bancaire, d'où un risque d'inflation. Logiquement, les entreprises exportatrices auront du mal à vendre leurs produits, ce qui conduira entre autres à des suppressions d'emploi, d'où le risque du chômage. En plus, dans une phase de démarrage des grands investissements étrangers, la balance courante se détériorera à cause d'une forte hausse des importations d'équipement. À titre d'illustration, en 2007 le déficit courant représentait 14,1% du PIB contre 8,6% en 2006.

Toutes choses étant égales par ailleurs, l'afflux des IDE peut agir négativement sur les recettes publiques (exemple : les exonérations, les subventions et autres avantages peuvent entraîner une diminution des recettes fiscales) et sur l'environnement (certaines entreprises ne respectent pas les normes environnementales du pays, comme le cas de certains hôtels). Enfin, autres externalités négatives peuvent être songées au socioculturel. La distribution des grands salaires et autres privilèges dans les entreprises étrangères creusera des inégalités sociales. Aussi, en bénéficiant des privilèges publics, les entreprises étrangères peuvent se trouver en situation de monopole. La main d'œuvre expatrié par les grands projets miniers peuvent intensifier le tourisme sexuel, les maladies (exemple : VIH SIDA) et le chômage. Alors des mesures systématiques sont aujourd'hui nécessaires pour espérer les effets positifs des IDE.

### **Section III : Climat des affaires à Madagascar**

Malgré la volonté, du pouvoir public, de libéraliser l'économie, le climat des affaires à Madagascar reste très complexe et continuer à freiner les investissements étrangers dans le pays. Cette partie essaiera non seulement de dégager les avantages offerts par le pays, mais aussi d'extraire les handicaps de l'économie malgache. Cela nous permettra d'avoir une vision globale de l'environnement des affaires à Madagascar, ce qui va nous conduire à proposer certaines orientations et mesures d'accompagnement aux politiques d'incitations aux investissements étrangers en vue de mettre en exergue le potentiel d'attractivité du pays.

#### **§1. Avantages de Madagascar**

Étant un pays sous-développé, Madagascar proposent des dispositions afférentes aux investisseurs étrangers. Le pays possède aussi un potentiel socio-économique et juridique favorable à la promotion des investissements étrangers. Il s'articule autour de quelques éléments fondamentaux :

- Ressources naturelles : Madagascar possède une biodiversité unique et exceptionnelle dans le monde, et son sous-sol est riche en ressources minières (pétrole, nickel, cobalt, ilménite, pierres précieuses, etc.) ;
- La main d'œuvre abondante et à bon marché fait figure des premiers atouts du pays ;
- La dépréciation de l'Ariary facilite les exportations et constitue une grande opportunité pour les entreprises exportatrices ;
- Les infrastructures de Télécommunication constituent aussi un avantage précieux pour l'environnement des affaires ;
- L'assurance contre l'expropriation ou la nationalisation ;
- La volonté de libre entreprise pour toutes personnes physiques ou morales,
- Le libre transfert des paiements liés aux investissements (intérêts, dividendes, bénéfices, remboursements des emprunts, rémunération, etc.) ;
- L'existence de certains organismes de règlement des différends dans le territoire en matière d'investissement (exemple : CIRDI<sup>33</sup>, OMAPI<sup>34</sup>, etc.) ;
- L'existence de plusieurs accords internationaux (exemple : France en 2005, Chine en 2006, Allemagne en 2007, etc.) ;

---

<sup>33</sup> CIRDI : Centre International pour le Règlement des Différents relatifs aux Investissements

<sup>34</sup> OMAPI : Office Malgache pour la Protection Industrielle

➤ L'intégration régionale et l'appartenance à des zones et organismes économiques internationales (exemple : ZFI, AGOA, etc.).

Malgré ces plusieurs avantages que possèdent le pays, certains investisseurs hésitent à s'installer dans le pays à cause des handicaps qui peuvent entraver le développement des activités.

## **§2. Handicaps de l'économie malgache**

Il est évident que plusieurs handicaps étouffent l'économie malgache de se développer. Dans le classement Doing Business 2015, Madagascar se situe au 163<sup>e</sup> rang sur 189 économies<sup>35</sup>. Le pays a reculé de 6 places par rapport à l'année 2014 (157<sup>e</sup> rang sur 189). Ainsi, suite à nos recherches, nous pensons que :

➤ Instabilité politique considéré comme un phénomène conjoncturel, figure parmi les principaux facteurs nuisibles à l'environnement des affaires à Madagascar ;

➤ La complexité des procédures administratives tels que le droit des affaires, octroi de permis de construction, font aussi parties des éléments qui empêchent certains investisseurs à s'intéresser du pays ;

➤ Poids fiscal très lourd pèse également dans les décisions de certains investisseurs ;

➤ La pauvreté galopante réduit le pouvoir d'achat des malgaches, d'où une insuffisance de la demande intérieur ;

➤ Vulnérabilité des infrastructures, notamment celles du transport, défavorise le climat des affaires à Madagascar ;

➤ De même, l'accès au financement décourage certains dirigeants d'entreprises ;

➤ Enfin, le problème foncier : la loi 95-020 du 27 Novembre 1995 interdisent tout étranger l'acquisition, à quelque titre que ce soit, de biens immobiliers. Malgré la loi 96-016 du 13 Août 1996 ouvrant la possibilité de contracter un bail de 99 ans, la question foncière est un domaine très délicat à Madagascar puisque le malgache accorde une valeur sacrée à la terre et l'idée que les étrangers puissent en avoir librement la propriété constitue une offense à la terre des ancêtres. Et cela continue de dissuader les décisions des investisseurs étrangers à venir dans le pays.

Ainsi, une vraie politique nationale est nécessaire à l'amélioration des facteurs favorables au climat des affaires à Madagascar.

---

<sup>35</sup> WORLD BANK GROUP : Doing Business 2015, Going Beyond Efficiency, Janvier 2015, Page 16

### §3.Perspectives et recommandations

Les handicaps soulevés ici sur l'économie de Madagascar en termes d'IDE nécessitent des mesures conjoncturelles et structurelles pour mieux dynamiser les effets des IDE. Ainsi, nous suggérons de :

- Améliorer le climat des affaires en garantissant une stabilité politique durable ;
- Renforcer les capacités d'apprentissage et mieux consolider une politique de bonne gouvernance ;
- Renforcer les politiques d'ouverture au commerce international par les accords bilatéraux ;
- Assouplir les réglementations et procédures administratives et garantir un véritable environnement juridique ;
- Alléger l'impôt et procéder à des reformes fiscales capables d'inciter les IDE ;
- Encourager les projets tournés vers l'exportation des produits agricoles ;
- Améliorer les infrastructures socio-économiques notamment les infrastructures de transport ;
- Renforcer les politiques de la concurrence et de lutte contre la corruption ;
- Encourager l'accès aux financements et l'acquisition des biens immobiliers comme la question foncière ;
- Réduire la pauvreté par une politique de croissance économique inclusive.

En bref, le pays doit s'engager à des reformes économiques, politiques et juridiques afin de garantir une rentabilité des IDE dans l'économie malgache.

En bref, dans le but de rattraper le retard cumulé en matière de compétitivité et de développement économique vis-à-vis des pays développés, les PED se sont lancés dans une conquête pour la promotion des IDE. Par conséquent, en 2012 ils ont absorbés plus d'IDE par rapport aux pays développés. C'est pour cela qu'ils continuent de surprendre les pays développés dans les échanges mondiaux, à l'instar de la Chine devenue première puissance économique mondiale. De même, Madagascar s'est aussi lancé dans cette campagne d'IDE pour pouvoir développer ses capacités technologiques et financières, et avoir des moyens nécessaires de lutte contre le chômage et de relance économique. Conséquemment, le pays possède certains des plus grands projets miniers au monde et ils bénéficient les substantielles retombées socio-économiques des IDE. Donc, il est notamment question de valoriser ces impacts pour avoir un vrai démarrage économique.

## CONCLUSION GÉNÉRALE

En définitive, les investissements directs étrangers constituent un levier important pour la stimulation de la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Avec la mondialisation, ils représentent un élément primordial de stratégie pour les pays sous-développés. Ils sont devenus ainsi un enjeu majeur de politique macro-économique. Leur apport est essentiellement axé sur la croissance économique, l'emploi, la balance commerciale, les transferts de technologie, les recettes publiques, le savoir-faire et l'amélioration de la compétitivité. Il nous semble pertinent de souligner que les investissements étrangers présentent également des risques pour les économies en développement dont Madagascar ne fait pas exception. D'une part, la présence des entreprises étrangères marginalise l'initiative privée locale et pourrait menacer l'environnement. D'autre part, l'afflux massif des investissements étrangers dans les pays sous-développés pourrait renforcer leur dépendance extérieure. Néanmoins, nous assistons aujourd'hui à une concurrence opiniâtre pour la promotion des IDE. La migration des entreprises multinationales vers les pays offrant un bon climat d'investissement (stabilité politique, ressources naturelles, main d'œuvre qualifiée et à bon marché, volonté de libéralisation, etc.) s'intensifie. C'est dans cette tendance que les pays en développement orientent leurs politiques de développement économique. Pour la première fois, ils ont attiré plus d'IDE par rapport aux pays développés et quatre d'entre eux figurent parmi les cinq destinataires (États-Unis, Chine, Hong Kong, Brésil, Îles vierges britanniques) au Monde. Le continent africain n'est pas épargné de ce contexte. Les IDE reçus dans les industries extractives permettent à l'Afrique de voir ses apports d'IDE augmenter de 5% pour atteindre 50 milliards de dollars US en 2012.

En ce qui concerne Madagascar, le gouvernement multiplie des efforts de libéralisation pour la promotion des IDE. En 2012, le pays a reçu près de 812,6 millions de dollars Us des flux d'IDE, soit une hausse de 0,3% par rapport à l'année 2011. L'afflux de ces capitaux a permis une amélioration de l'investissement global dans le pays. Par ailleurs, les effets induits du regain du dynamisme de certaines branches d'activités (notamment le secteur minier, la télécommunication et les activités financières), l'économie malgache a enregistré quelques améliorations en termes d'emplois, d'exportations et des recettes publiques. Outre les incidences directes sur les principaux secteurs bénéficiaires d'IDE, des performances sont notées au niveau de l'intégration au commerce mondial. Toutefois, en dépit des progrès réalisés, le pays est appelé ainsi à fournir

encore plus d'efforts pour attirer d'avantages les firmes multinationales et mettre en place des conditions nécessaires pour que les retombées de ces IDE soient apparentes.

La faiblesse du volume et de la diversification des IDE reçus par Madagascar est imputable à l'environnement des affaires du pays. Il est préconisé d'améliorer le climat des affaires en termes de stabilité politique, réformes administratives et fiscales, infrastructures économiques et renforcement des politiques de gestion pour les IDE. Raison pour laquelle, il est nécessaire de mieux orienter les IDE vers les secteurs qui peuvent procurer le maximum de valeur ajouter pour l'économie, réduire considérable la pauvreté et les inégalités, assurer les transferts de technologie et valoriser la main d'œuvre locale. En particulier, les projets tournés vers l'exportation qui peuvent favoriser l'expansion des petites et moyennes entreprises. Le secteur primaire est vivement recommandé dans notre travail car il occupe une part importante de la population active pourtant il bénéficie peu d'IDE. Enfin, le renforcement des capacités d'apprentissage et la consolidation des politiques d'ouverture s'ajoutent dans nos suggestions et recommandations.

Ainsi, la question n'est pas tout simplement d'attirer les IDE ou d'évaluer leurs incidences mais de savoir aussi comment les effets des IDE peuvent être une source effective pour relancer l'économie et réduire significativement la pauvreté à Madagascar.

## ANNEXES

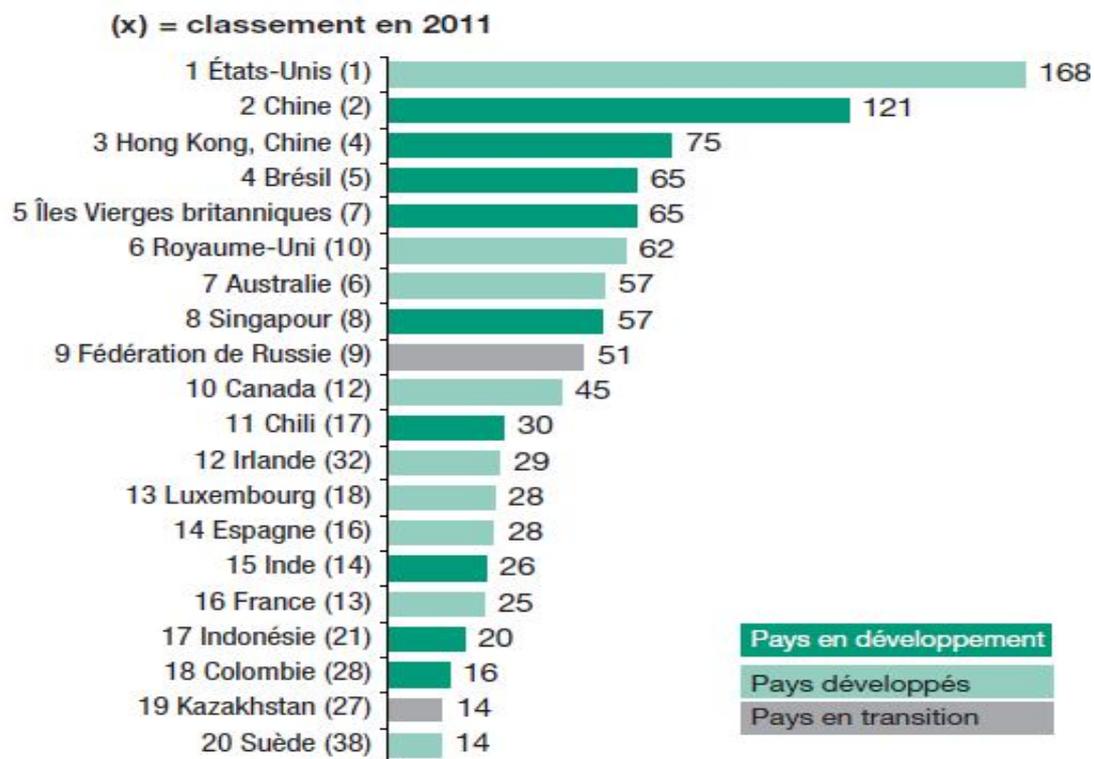
### Annexe n°1 : Indice de Production par unité de coût selon le type d'activité

Activité	2009	2010	2011	2012	1 <sup>er</sup> sem 2013 (*)
Industrie de boisson et Fabrication de produits alimentaires	0,87	0,99	1,19	1,09	0,98
Fabrication de produits à base de tabac	1,25	1,51	1,45	1,08	1,09
Fabrication de textiles	1,45	1,46	1,30	2,53	2,14
Fabrication d'articles d'habillement	1,48	1,02	1,86	2,37	2,49
Industrie des Cuirs et chaussures	nd	nd	1,42	1,95	1,70
Industrie du bois (sauf fabrication de meubles)	0,87	nd	0,27	0,84	0,83
Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	--	--	1,10	1,27	1,68
Produits chimiques-Produits pharmaceutiques-corps Gras	1,70	1,28	1,70	1,65	1,71
Fabrication d'articles en caoutchouc et en matière plastiques	1,23	1,18	1,20	2,09	2,34
Fabrication de produits minéraux non métalliques	--	--	--	2,31	1,99
Fabrication d'ouvrages en métaux, travail des métaux	--	1,32	1,60	2,03	2,38
Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	--	2,56	1,66	2,07	2,29
Fabrication de meubles, activités de fabrication nca	2,59	0,86	1,10	1,34	2,47
<b>Ensemble</b>	<b>1,27</b>	<b>1,15</b>	<b>1,43</b>	<b>1,79</b>	<b>1,69</b>

Source : BCM/INSTAT : « Études sur les Investissements Directs Étrangers à Madagascar », Antananarivo, Janvier

2014, Page 35

**Annexe n°2 : Les 20 premiers pays destinataires d'IDE en 2012 (en milliards de dollars USD)**



Source : CNUCED, « Rapport sur l'investissement dans le monde 2013 », Page 20

# BIBLIOGRAPHIE

## I- OUVRAGES GÉNÉRAUX

1. ADDA JACQUES : « Mondialisation des économies », Tome I, II, éditions, Repères, Paris 1997, 128 Pages (chacun) ;
2. DAVID RICARDO : « Des principes de l'économie politique et de l'impôt », édition : Flammarion, Paris 1977, 379 Pages ;
3. GUERRAOUI DRISS ET RICHET XAVIER : « Les investissements directs étrangers, facteurs d'attractivité et de localisation », édition, L'Harmattan, Paris 1997, 108 Pages ;
4. JACQUES BRASSEUL : « Introduction à l'économie du développement », édition : Armand colin, Paris, Janvier 2008, 208 Pages ;
5. JEAN-LOUIS MUCCHIELLI : « Principes d'économie internationale », édition : Économica, Paris 1989, 228 Pages ;
6. JOSEPH SCHUMPETER : « Capitalisme, socialisme et démocratie », traduit par Jean-Marie TREMBLAY, rééditée par Chicoutimi, Québec, Avril 2002, 176 Pages ;
7. PRADEL PIERRE-MARIE : « L'épargne et l'investissement », édition : Presse universitaire de France 1959, 129 Pages.

## II- REVUES, PUBLICATIONS, RAPPORTS ET AUTRES

1. BAD (Banque Africaine du Développement) : « Perspectives économiques en Afrique », 2013, 67 Pages ;
2. BCM (Banque Centrale de Madagascar)/INSTAT (Institut National de la Statistique de Madagascar) : « Études sur les Investissements Directs Étrangers à Madagascar », Antananarivo, Janvier 2014, 44 Pages ;
3. CEI (Centre d'Études Interaméricaines) : DANIEL NAVARRO CASTAÑO : « La politique commerciale des pays Latino-américains et le cycle de Doha sur le développement », Janvier 2008, 14 Pages ;
4. Centre d'études des conflits : WLADIMIR ANDREFF : « La déterritorialisation des multinationales : firmes globales et firmes réseaux, Cultures et conflits », Paris 1996, 15 Pages ;
5. CLAIRE MAINGUY « Impact des investissements directs étrangers sur les économies en développement », Revue Région et développement n° 20-2004, Paris, 25 Pages ;
6. CNUCED : « Rapport sur l'investissement dans le monde », New York, juin 2013, 53 Pages ;

7. CNUCED : « Rapport sur le développement économique en Afrique : catalyser l'investissement pour une croissance transformatrice en Afrique », New York et Genève 2014, 122 Pages ;
8. CREAM (Centre de recherches, d'Études et d'Appui À l'Analyse Économique À Madagascar) : « Étude sur la promotion de l'investissement à Madagascar », cahier de recherches en analyses économiques n° 12/2008, Antananarivo Août 2008, 62 Pages ;
9. CREAM : « Exportations, croissance économique et intégration régionale : la relation entre exportations et croissance économique à Madagascar », cahier de recherche en analyse économique n° 16, Antananarivo, Juillet 2013, 28 Pages ;
10. CREAM : « L'industrie comme moteur de croissance économique à Madagascar : Identification d'une relation de long terme et de causalité », Antananarivo, Février 2014, 54 Pages ;
11. CREAM : « Mémoire sur le climat d'investissement à Madagascar », cahier de recherches en analyse économique n°14, Antananarivo Février 2013, 97 Pages ;
12. CREAM : « Facteurs culturels du climat d'investissement à Madagascar », cahier de recherches en analyse économique n° 08/2006, Antananarivo Septembre 2005, 36 Pages ;
13. Institut Nord-Sud : HANY BESADA ET PHILIP MARTIN : « Les codes miniers en Afrique : la montée d'une quatrième génération ? », Mai 2013, 33 Pages ;
14. OCDE : « L'IDE des pays en développement : un vecteur d'échanges et de croissance », BYUNG HWA LEE, Études du centre du développement, Avril 2002, 160 Pages ;
15. OCDE : « Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux, QUATRIÈME ÉDITION 2008 », édition : ISBM, Paris 2008, 288 Pages ;
16. OCDE : « L'impact social de l'investissement direct étranger », L'Observateur, Paris, Juillet 2008, 8 Pages ;
17. OMC (Organisation Mondiale du Commerce) : « Rapport annuel 2013 », 148 Pages ;
18. OMC : « Rapport sur le commerce mondial 2013 : facteurs déterminant l'avenir du commerce mondial », 348 Pages ;
19. THIERRY PAIRAULT : « Le rôle des investissements directs étrangers sortants en Chine : une appréciation », Revue Région et Développement n° 31/2010, 25 Pages ;
20. UNESCO : Seminar on the Programming of Economic Development : « Capital Accumulation and Economic Growth », NICHOLAS KALDOR, Paris 1962, 47 Pages ;
21. Université ABOU-BAKR BELKAID-TLEMCEN : HAID ZAHIA : « La politique d'attractivité des IDE en Algérie : cas de BNP PARIBAS », Algérie 2012, 242 Pages ;

22. Université d'Antananarivo : « Cours de Finance et expertise internationale », LAZAMANANA ANDRÉ PIERRE, DESS-Finance, Économie, 2013 ;
23. Université d'Antananarivo : LAZAMANANA ANDRÉ PIERRE : « Les déterminants et les impacts de l'Investissement Direct Étranger en Afrique Subsaharienne : cas de Madagascar en particulier », Décembre 2012, 321 Pages ;
24. Université de la Méditerranée : CAROLINE DAYMOND ET CELINE GIMET : « Les déterminants de l'inégalité et le rôle de l'équité dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord », Région et développement n°25-2007, 16 Pages ;
25. Université de Montpellier I : « Les Institutions et attractivité des IDE », FATIMA BOUALAM, colloque international : Ouverture et émergence en Méditerranée, 17 et 18 Octobre 2008, Rabat-Maroc, 25 Pages ;
26. Université de Rennes I : YUNMAN SHI « Investissement direct et commerce extérieur : une analyse théorique et des estimations sur les données des pays de l'OCDE dans les pays émergents », Rennes, 2001, 12 Pages ;
27. Université de Tizi-Ouzou : Dr CHABHA BOUZAR ET FATIMA TAREB : « Les IDE canal de transmission de transfert se technologie : une option de la politique de développement industrielle en Algérie », Décembre 2009, 24 Pages ;
28. Université de Toamasina : « Cours de croissance et fluctuations économiques », MBIMA CESAIRE, 3e Année Économie, 2009 ;
29. Université du Sud Toulon-Var : IBRAHIM NGOUHOUE : « Les investissements directs étrangers en Afrique centrale : attractivité et effets économiques », édition : HAL, France 2008, 300 Pages ;
30. Université du Sud Toulon-Var : MAURICE CATIN ET CHRISTOPHE VAN HUFFEL « L'impact de l'ouverture économique sur la concentration spatiale dans les pays en développement », Revue Région et Développement n° 20/2004, France 2004, 35 Pages ;
31. Université Paris II : « Stratégie horizontale, stratégie verticale et modèle « KC » des firmes multinationales : une revue théorique et empirique », MOSBAH LAFI, France, 16 Pages ;
32. Vice-primature chargée de l'économie et de l'industrie/Direction des Études et de la modélisation économique, Antananarivo, 2014 ;
33. WORLD BANK GROUP : Doing Business 2015, Going Beyond Efficiency, Janvier 2015, 331 Pages.

### **III- WEBOGRAPHIE**

1. <http://www.ambatovy.com/docs/?p=110&lang=fr>, Janvier 2015
2. <http://www.cream.mg>, Novembre 2014
3. <http://www.economie.gov.mg>, Décembre 2015
4. <http://www.oecd.org/fr>, Novembre 2014
5. <http://www.riotintomadagascar.com/french>, Janvier 2015
6. <http://www.tresor.economie.gouv.fr>, Janvier 2015
7. [www.banquemonde.org](http://www.banquemonde.org), Décembre 2014
8. [www.fr.tradingeconomics.com](http://www.fr.tradingeconomics.com), Décembre 2014
9. [www.senat.fr](http://www.senat.fr), Octobre 2014

## TABLE DE MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	i
SOMMAIRE .....	iii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES .....	iv
GLOSSAIRE.....	v
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	1
Partie I : Cadre théorique de l'IDE	
Chapitre I : Généralités sur les IDE.....	6
Section I : Définitions et différents concepts d'IDE.....	6
§1. Définitions.....	6
A. Définition du FMI.....	6
B. Définition de l'OCDE .....	7
C. Autres définitions.....	7
§2. Différents concepts d'IDE .....	8
A. Investisseur direct étranger.....	8
B. Entreprise d'investissement direct étranger (EIDE).....	8
Section II : Différents types et caractéristiques d'IDE .....	9
§1. Différents types d'IDE.....	9
A. Types d'IDE selon la logique .....	9
1. IDE à stratégie horizontale .....	9
2. IDE à stratégie verticale .....	10
B. Types d'IDE selon la forme .....	11
1. IDE de création .....	11
2. IDE d'acquisition .....	11
3. IDE d'extension .....	11
4. IDE de restructuration .....	11
§2. Composantes et transactions des capitaux d'IDE.....	11
A. Les composantes des capitaux d'IDE .....	11
B. Les transactions des capitaux d'IDE.....	12
§3. Caractéristiques de l'IDE par rapport aux autres financements extérieurs.....	12
Section III : Relation entre IDE et croissance économique .....	13
§1. Définitions de la croissance économique.....	13
§2. Théorie de la croissance endogène .....	14

§3. Travaux empiriques .....	15
Chapitre II : Fondements théoriques des IDE.....	17
Section I : Approche fondamentale des IDE.....	17
§1. Théorie traditionnelle du commerce international et de l'investissement .....	17
§2. Théorie des marchés et du cycle de vie de produit.....	18
A. Théorie des marchés .....	18
B. Théorie du cycle de vie de produit .....	18
§3. Approche électrique de Dunning (paradigme OLI).....	19
§4. Analyse synthétique de Mucchielli .....	20
§5. Nouvelles Théories du Commerce International (NTCI) .....	20
Section II : Conception théorique sur les déterminants des IDE.....	21
§1. Déterminants d'ordre institutionnels .....	21
A. Stabilité politique et sociale .....	22
B. Stabilité juridique.....	22
C. Politiques de concurrence et flexibilité du système administratif .....	23
D. Commerce extérieur.....	23
§2. Déterminants d'ordre économiques.....	23
A. Croissance économique.....	24
B. Ressources naturelles .....	24
C. Coût et qualification de la main d'œuvre.....	24
D. Incitations financières et fiscales.....	24
E. Taille du marché .....	25
F. Infrastructures de base .....	25
Section III : Impacts théoriques des IDE sur l'économie .....	25
§1. Impacts positifs.....	25
A. Théorie du double déficit .....	25
B. Autres arguments en faveur de l'IDE .....	26
1. IDE et transmission de technologies plus propres .....	26
2. IDE et développement du capital humain.....	27
3. Effets de l'IDE sur l'emploi et le salaire .....	27
4. Effets de l'IDE dans les entreprises locales et la concurrence .....	28
5. Effets de l'IDE sur l'ouverture commerciale.....	28
§2. Impacts négatifs.....	29
1. Au niveau macro-économique .....	29

a) Augmentation des importations.....	29
b) Hausse de l'inflation .....	30
2. Au niveau de l'investissement domestique.....	30
3. Au niveau des recettes fiscales .....	30
4. Au niveau de l'environnement.....	31
5. Au niveau social.....	31
<b>Partie II : Analyse dynamique des impacts de l'IDE</b>	
<b>Chapitre I : État de lieux des IDE dans les pays d'accueil en développement .....</b>	<b>36</b>
<b>Section I : Tendances et évolution actuelle des IDE dans les PED .....</b>	<b>36</b>
§1. Aperçu de l'évolution récente des flux d'IDE dans le monde .....	36
§2. Évolution des flux d'IDE en Afrique.....	38
<b>Section II : Impacts et principaux facteurs déterminants des IDE dans les pays d'accueil en développement.....</b>	<b>41</b>
§1. Les IDE en Amérique Latine .....	41
A. Aperçu historique de l'industrialisation de l'Amérique Latine.....	41
B. Évolution récente des flux d'IDE en Amérique Latine et aux caraïbes.....	42
C. Principaux déterminants des flux d'IDE en Amérique Latine et aux Caraïbes.....	42
§2. Les IDE en Asie .....	42
§3. L'attractivité des flux d'IDE en Afrique.....	44
<b>Section III : Tendances et évolution récentes des IDE à Madagascar .....</b>	<b>45</b>
§1. Contexte macroéconomique de Madagascar.....	45
§2. Évolution des flux d'IDE entrant à Madagascar .....	46
<b>Chapitre II : Structure et effets socio-économiques des IDE à Madagascar .....</b>	<b>49</b>
<b>Section I : Structure des IDE à Madagascar.....</b>	<b>49</b>
§1. Origine des flux d'IDE reçus par Madagascar .....	49
§2. Répartition des flux d'IDE par branche d'activité .....	52
§3. Analyse du secteur industriel de Madagascar .....	54
<b>Section II : Analyse des retombées des IDE dans l'économie de Madagascar .....</b>	<b>57</b>
§1. Impacts positifs des entreprises d'IDE dans l'économie malagasy.....	58
A. Retombées des IDE dans l'emploi et la productivité.....	58
B. Implications des IDE en matière du savoir-faire et de technologies .....	59
C. Répercussions positives des IDE dans le cadre macro-économique du pays .....	60
§2. Impacts négatifs des entreprises d'IDE à Madagascar .....	61
<b>Section III : Climat des affaires à Madagascar.....</b>	<b>62</b>

§1. Avantages de Madagascar.....	62
§2. Handicaps de l'économie malgache .....	63
§3.Perspectives et recommandations.....	64
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	66
ANNEXES .....	vi
BIBLIOGRAPHIE .....	viii
TABLE DE MATIÈRES .....	xii

**Nom** : MOHAMED

**Prénom** : Djanfar

**DEA Économie, option** : Développement

**Thème** : Les effets des flux d'Investissements Directs Étrangers dans les pays d'accueil en développement : cas de Madagascar

**Encadreur** : RAKOTOARISON Rado Zoherilaza

**Nombre de pages** : 67, **Nombre de Tableaux** : 8, **Nombre de Figures** : 9

**Adresse** : Lot VS 52LBTerQ Avaratr'Ankatso, Antananarivo, **Téléphone** : 00261 34 03 849 43



## **RÉSUMÉ**

De nos jours, les pays en développement s'engagent dans des politiques d'attractivité des Investissements Directs Étrangers (IDE) afin de palier leur retard de compétitivité face aux pays développés. L'idée générale de ce travail est d'apporter quelques réflexions sur le thème : « les effets des flux d'investissements directs étrangers dans les pays d'accueil en développement : cas de Madagascar ». L'essentiel se dégage en deux parties dont la première partie met en évidence les études théoriques sur les IDE. Elle se consacre d'abord à la conceptualisation du terme, en suite aux déterminants théoriques des IDE et enfin aux incidences (positives et négatives) des IDE dans les économies hôtes. La deuxième partie aborde d'abord l'évolution et les différents impacts des IDE dans les pays en développement, puis elle s'appuie sur les retombées reçues par Madagascar et enfin elle dégage les atouts et les handicaps du pays. En bref, notre travail résume le rôle crucial des IDE dans la compétitivité économique des économies en développement. Mais il est temps de valoriser ce type d'investissement dans le processus du développement économique de Madagascar.

**Mots clés** : Politique d'ouverture, Investissement Direct Étranger, Impact, emploi, croissance.

## **SUMMARY**

Today, developing countries engage in political attractiveness of Foreign Direct Investment (FDI) in order to mitigate their lack of competitiveness facing the developed countries. The general idea of this work is to provide some reflections on the subject: "the effects of foreign direct investment in developing host countries: the case of Madagascar." Most emerges in parts, the first part highlights the theoretical studies on FDI. It is devoted first to the conceptualization of the term, following the theoretical determinants of FDI and finally to impacts (positive and negative) of FDI in host economies. The second part first discusses the evolution and the different impacts of FDI in countries in development, and it is based on the benefits received by Madagascar and finally it releases the strengths and the countries of handicaps. In short, the paper summarizes the crucial role of FDI in the economic competitiveness of developing economies. But it is time to promote this type of investment in the process of economic development to Madagascar.

**Keyword**: Opening Political, Foreign Direct Investment, Impact, Employment, Growth